

**Assemblée générale**

Distr. générale  
8 octobre 2003  
Français  
Original: anglais

**Cinquante-huitième session**

Point 52 a) de l'ordre du jour

**Les océans et le droit de la mer****Les océans et le droit de la mer****Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques  
à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin : propositions  
concernant les modalités****Rapport du Secrétaire général\****Résumé*

On trouvera dans le présent rapport un exposé des principaux faits nouveaux relatifs à la mise en place d'un mécanisme d'évaluation systématique de l'état du milieu marin, lequel s'appuiera sur les évaluations en cours. L'accent est mis sur les mesures à prendre pour faciliter la création d'un mécanisme de ce type. Le rapport a été établi en application du paragraphe 45 de la résolution 57/141 en date du 12 décembre 2002, dans lequel l'Assemblée générale priait le Secrétaire général d'élaborer des propositions concernant les modalités d'un processus ordinaire pour les analyses et évaluations mondiales de l'état du milieu marin, en s'inspirant notamment des travaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement découlant de la décision 21/13 adoptée en février 2001 par le Conseil d'administration et en tenant compte de l'examen effectué récemment par le Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin, et de soumettre ces propositions à l'Assemblée générale, à sa cinquante-huitième session. Le rapport suit un double objectif puisqu'il permet : a) de mettre à la disposition des États une analyse des informations disponibles et des travaux relatifs à l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin; et b) de faciliter les débats des parties prenantes sur la création d'un mécanisme d'évaluation

\* Le présent rapport a été soumis après la date prévue afin que l'on puisse y incorporer les conclusions issues de la réunion interinstitutions, tenue à Paris les 8 et 9 septembre 2003 sous l'égide de la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.



systematique de l'état du milieu marin. L'attention est également appelée sur les questions qui devront être réglées si l'on veut que le mécanisme soit réellement efficace et opérationnel. Le présent rapport contient des informations sur l'origine de la proposition tendant à créer un mécanisme d'évaluation et une description d'autres mécanismes d'évaluation. Il rend également compte des débats relatifs à l'Évaluation mondiale qui ont eu lieu à l'occasion d'une réunion consultative interinstitutions tenue à Paris les 8 et 9 septembre 2003 au siège de la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1–3	4
II. Généralités .....	4–20	4
A. Évaluation du milieu marin : une définition .....	6–7	5
B. Cadre juridique en vue de la création d'un mécanisme permanent d'évaluation du milieu marin .....	8–14	6
C. Progrès accomplis dans la création d'un mécanisme d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin .....	15–16	8
D. Programmes d'évaluation mondiaux et régionaux .....	17–18	8
Différences entre l'Évaluation mondiale du milieu marin et les évaluations existantes .....	19–20	9
III. Réponses à la demande de propositions sur les modalités de l'Évaluation mondiale .....	21–23	10
IV. Questions à examiner pour le lancement de l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin et mesures à prendre à cet effet .....	24–49	11
A. Questions à examiner .....	24–44	11
1. Portée .....	25	11
2. Cadre général .....	26–31	12
3. Ébauche du processus .....	32–35	13
4. Évaluation par des pairs .....	36	14
5. Secrétariat et arrangements institutionnels .....	37–38	14
6. Renforcement des capacités .....	39	14
7. Financement .....	40–44	15
B. Mesures à prendre pour préparer l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin .....	45–48	16
C. Mesures que doivent prendre les organisations internationales .....	49	17
V. Conclusions .....	50	18
Annexes		
I. Programmes d'évaluation existants .....		21
II. Résumé des réponses concernant les modalités proposées pour l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin .....		33
III. Proposition du GESAMP pour le processus de l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin .....		54
IV. Approche du partenariat modulaire concernant l'Évaluation mondiale du PNUE .....		55

## I. Introduction

1. Au paragraphe 45 de sa résolution 57/141<sup>1</sup> adoptée le 12 décembre 2002 à sa cinquante-septième session, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général, agissant en étroite collaboration avec les États Membres, les organismes, institutions et programmes compétents des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la Commission océanographique intergouvernementale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation maritime internationale, l'Organisation mondiale de la santé, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation météorologique mondiale et le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, d'autres organisations intergouvernementales compétentes et les organisations non gouvernementales concernées, d'élaborer des propositions concernant les modalités d'un processus ordinaire pour les analyses et évaluations mondiales de l'état du milieu marin, en s'inspirant notamment des travaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement découlant de la décision 21/13 du Conseil d'administration et en tenant compte de l'examen effectué récemment par le Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin, et de soumettre ces propositions à l'Assemblée générale, à sa cinquante-huitième session, pour qu'elle les examine et prenne une décision, notamment sur la convocation d'une éventuelle réunion intergouvernementale.

2. En application de la résolution susmentionnée, la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat a demandé par lettre aux États Membres, à tous les organismes, institutions et programmes internationaux compétents, notamment ceux mentionnés dans la résolution, aux organisations intergouvernementales mondiales et régionales autres que celles du système des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales de lui faire part de leurs propositions quant aux modalités d'un processus systématique d'analyses et d'évaluations mondiales de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques. Quarante-six entités ont envoyé des communications (on trouvera à l'annexe II du présent rapport une synthèse des réponses reçues).

3. Le présent rapport rend également compte d'une partie des délibérations relatives à l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin qui ont eu lieu à l'occasion d'une réunion consultative interinstitutions tenue à Paris les 8 et 9 septembre 2003 au siège de la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)<sup>2</sup>.

## II. Généralités

4. « S'il n'y avait pas la mer, la Terre ne serait qu'une petite planète stérile parmi d'autres, une île à la dérive dans l'océan infini des ténèbres cosmiques »<sup>3</sup>. Malheureusement, l'état des océans et des mers ne cesse de se détériorer. Les progrès accomplis dans certains domaines ne suffisent pas à contrebalancer le rythme et l'ampleur des détériorations. Gérer efficacement le milieu marin pose des problèmes très différents de ceux relatifs au milieu terrestre. Les océans forment une masse contiguë et ne révèlent pas par des signes visibles en surface l'état dans lequel ils se trouvent, signes qui, s'ils existaient, aideraient les décideurs à

conserver, protéger et exploiter les ressources marines de façon écologiquement rationnelle aux niveaux national et mondial. Certains pays et organisations régionales ont mené à bien des évaluations de l'état du milieu marin, mais il reste encore à procéder systématiquement à une évaluation mondiale qui s'appuie sur des critères scientifiques, fusionne les diverses évaluations régionales et apporte aux décideurs des informations fiables sur l'état mondial du milieu marin leur permettant de prendre les mesures voulues sans tarder<sup>4</sup>.

5. On commence à se rendre compte que les problèmes sectoriels et la crise plus générale qui frappent les océans doivent être réglés de façon coordonnée. Ils sont étroitement liés les uns aux autres et sont inséparables du développement économique et social de la terre ferme. Cela explique que l'on applique de plus en plus une stratégie d'ensemble dans les politiques, la recherche et les programmes de gestion. La relation entre des évaluations scientifiques de l'état du milieu marin et la prise de décisions en toute connaissance de cause en vue de mieux gérer, protéger et préserver le milieu marin est manifeste. Au vu de la nature de certains problèmes qui ne connaissent pas de frontières et nuisent au bien-être économique et social des populations, il y a lieu de procéder à des évaluations régulières. Les États ont donc décidé qu'il fallait mettre en place un nouveau mode d'évaluation intégrée à l'échelle mondiale, qui porterait sur toutes les questions, serait périodique et permanent, s'inspirerait de toutes les évaluations existantes et en ferait la synthèse, et mettrait l'accent sur les causes et les répercussions socioéconomiques de la dégradation du milieu marin.

## **A. Évaluation du milieu marin : une définition**

6. Dans ses directives relatives à l'évaluation du milieu marin<sup>5</sup>, le Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin (GESAMP)<sup>6</sup> définit l'évaluation du milieu marin comme étant constituée par « la collecte, l'analyse et l'interprétation de l'information aux fins d'évaluer la qualité des zones marines ». Contrairement aux évaluations d'impact sur l'environnement qui, elles, ont classiquement trait à l'étude des répercussions des projets de développement sur l'environnement, l'évaluation du milieu marin tend plutôt à être une étude globale qui prend la forme d'une collecte de données physiques, chimiques et biologiques fiables qui permettent d'évaluer les effets des activités humaines en fonction de différents facteurs géographiques et temporels.

7. Les évaluations du milieu marin sont cruciales parce qu'elles fournissent le fondement scientifique et les principes de base des programmes, de la planification de la gestion intégrée et du développement durable des zones côtières et marines<sup>7</sup>. On trouve dans les rapports d'évaluation des informations présentées sous forme synthétique ainsi que des conclusions et des recommandations en vue d'une action future. On peut s'en servir pour se faire une idée de la qualité du milieu considéré, l'information la plus utile dans ce contexte étant celle qui a trait à l'évolution des caractéristiques naturelles et aux conséquences de cette évolution.

## **B. Cadre juridique en vue de la création d'un mécanisme permanent d'évaluation du milieu marin**

8. Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982). Dans leurs recommandations relatives à la pollution marine, les participants à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, 1972) tenaient compte des lacunes des régimes existants et soulignaient que la protection du milieu marin contre toutes les formes de pollution devait être assurée dans le cadre d'une stratégie plus globale. Les dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en particulier celles de la partie XII, ont constitué un premier pas vers la mise en place d'un cadre juridique général qui établit au niveau mondial les obligations, les responsabilités et les pouvoirs des États en matière de protection du milieu marin. La Convention sert de cadre unificateur à un nombre croissant d'accords internationaux plus ciblés sur la protection du milieu marin et l'utilisation, la conservation et la gestion des ressources marines. Elle favorise une interaction dynamique de ces accords en évitant les États à harmoniser leurs dispositions nationales, à élaborer des directives mondiales et régionales, et à réexaminer périodiquement, le cas échéant, ce corpus de lois. L'article 192 de la Convention dispose que les États ont l'obligation de protéger et de préserver le milieu marin. Cette obligation fondamentale et de vaste portée représente un changement radical par rapport aux mesures ponctuelles qui étaient auparavant la règle dans ce domaine.

9. L'article 200 prévoit que les États doivent participer activement aux programmes régionaux et mondiaux visant à évaluer la nature et l'ampleur de la pollution marine et de la dégradation du milieu marin. En ce qui concerne le renforcement des capacités, l'alinéa c) de l'article 202 met l'accent sur la nécessité d'aider les pays en développement à procéder à des évaluations écologiques. Les articles 204 à 206, qui portent sur la surveillance et l'évaluation écologiques invitent les États à observer, mesurer, évaluer et analyser, par des méthodes scientifiques reconnues, les risques de dégradation du milieu marin et les effets de cette dégradation. Le droit souverain d'exploiter les ressources naturelles et l'obligation de protéger et de préserver le milieu marin dont il est fait état à l'article 193 préfigurent la notion de développement durable<sup>8</sup>.

10. **La partie XIII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer** (Recherche scientifique et marine) pose clairement que la science est un élément fondamental de la connaissance du milieu marin et que les États devraient coopérer dans le domaine de la recherche océanographique.

11. **Chapitre 17 d'Action 21.** Faisant fond sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1992) a élargi le régime de protection et de préservation du milieu marin. Le chapitre 17 d'Action 21 est consacré à la « protection des océans et de toutes les mers – y compris les mers fermées et semi-fermées – et des zones côtières et à la protection, à l'utilisation rationnelle et à la mise en valeur des ressources biologiques ». Le paragraphe 17.1 réaffirme que la Convention de 1982 « énonce les droits et obligations des États et constitue l'assise internationale sur laquelle doivent s'appuyer les efforts visant à protéger et à mettre en valeur de façon durable le milieu marin, les zones côtières et leurs ressources ». D'importants principes découlent de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement<sup>9</sup>, en particulier le principe de précaution désormais largement

reconnu. L'approche écosystémique de l'utilisation rationnelle de l'environnement et de ses ressources, implicite dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et exposée tout au long d'Action 21, offre une base rationnelle d'évaluation des effets des activités sur le milieu marin et de la façon dont elles influent sur d'autres activités.

12. Le chapitre 17 d'Action 21 a introduit une nouvelle terminologie en substituant le terme « dégradation » au terme « pollution ». On considère que la dégradation englobe tous les effets délétères résultant d'une modification causée par l'homme des caractéristiques physiques, chimiques ou biologiques de l'environnement, ainsi que des effets de la technologie sur l'environnement (voir A/49/631, par. 75). Il est indiqué dans le chapitre 17 que, pour parvenir à protéger et à préserver le milieu marin, les États doivent appliquer des méthodes fondées sur la prévention, la précaution et la prévision, faire en sorte que les activités qui pourraient avoir des incidences néfastes importantes sur le milieu marin soient évaluées préalablement, intégrer la protection du milieu marin aux politiques générales pertinentes touchant l'environnement et le développement socioéconomique, mettre au point des mesures d'incitation économique favorisant l'application de technologies non polluantes et d'autres moyens compatibles avec l'internalisation des coûts écologiques, le principe « pollueur-payeur » par exemple, et améliorer le niveau de vie des populations des zones côtières, en particulier dans les pays en développement, afin de contribuer à réduire la dégradation du milieu côtier et marin (par. 17 à 22).

13. **Organisations et instruments internationaux et régionaux.** Un certain nombre de traités et d'autres instruments adoptés avant et après la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer prévoient la possibilité de procéder à des évaluations du milieu marin, concourant ainsi à la mise en place du cadre juridique d'un mécanisme d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin. Par exemple, la Convention de 1971 relative aux zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar) dispose que les États doivent procéder à des évaluations avant de classer certaines zones parmi les zones humides<sup>10</sup>. Le Mandat de Jakarta sur la conservation et l'utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique côtière et marine, adopté en 1995 par la deuxième Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique, met l'accent sur les zones marines et littorales protégées et l'élaboration de principes directeurs concernant la gestion intégrée des zones marines et littorales et de méthodes d'évaluation rapide de la diversité biologique marine et littorale. Par ailleurs, un certain nombre d'organisations, d'organismes et de programmes internationaux, tels que la FAO et le PNUE, procèdent à des activités de recherche scientifique, à des échanges d'informations et à des évaluations du milieu marin ainsi que le leur prescrivent plusieurs conventions.

14. Les instruments et programmes régionaux constituent des éléments importants du dispositif mondial d'évaluation de l'état du milieu marin. On peut notamment citer la Convention pour la protection du milieu marin dans l'Atlantique du Nord-Est (Convention OSPAR), la Convention sur la protection de l'environnement marin dans la région de la mer Baltique (Convention d'Helsinki), le Programme pour les mers régionales du PNUE, le Système du Traité sur l'Antarctique, les activités d'évaluation dans l'Arctique et les accords régionaux de gestion des pêches.

### **C. Progrès accomplis dans la création d'un mécanisme d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin**

15. C'est en 1999, à l'occasion de la septième session de la Commission du développement durable et à l'initiative de l'Islande, que les gouvernements ont commencé à s'intéresser à la possibilité d'instituer un mécanisme permanent d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin qui serait chargé de communiquer des informations fiables aux décideurs en ce qui concerne les menaces pesant sur le milieu marin. Une autre initiative de l'Islande proposée au PNUE en 2001<sup>11</sup> a eu un certain nombre de suites : a) la convocation par le PNUE de réunions intergouvernementales à Reykjavik afin d'examiner la faisabilité d'un tel mécanisme et à Brème afin d'étudier ses modalités de fonctionnement<sup>12</sup>; b) des réunions intergouvernementales consacrées à l'Évaluation mondiale telles que les réunions du Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, le Sommet mondial pour le développement durable et les délibérations consacrées par l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session aux suites à donner aux alinéas b) et c) du paragraphe 36 du Plan d'application de Johannesburg<sup>13</sup> adopté par les participants au Sommet. Lors du Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est tenu du 26 août au 4 septembre 2002, les États ont décidé de demander que la création d'un mécanisme d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin se fasse sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée générale a par la suite entériné cette décision au paragraphe 45 de sa résolution 57/141.

16. Par ailleurs, comme suite à la décision 21/13 adoptée le 9 février 2001 par le Conseil d'administration du PNUE et intitulée « Évaluation mondiale de l'état du milieu marin », le Centre mondial de surveillance pour la conservation du PNUE et la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO ont publié une étude intitulée « A Survey of Global and Regional Marine Environmental Assessment and Related Scientific Activities » (étude des évaluations mondiales et régionales de l'état du milieu marin et activités scientifiques connexes) qu'ils ont présentée dans le cadre des débats consacrés au mécanisme d'évaluation par l'Organisation des Nations Unies. Les conclusions et recommandations qui figurent dans l'étude sont de nature à faciliter la création du mécanisme<sup>14</sup>.

### **D. Programmes d'évaluation mondiaux et régionaux**

17. Bien que l'étude susmentionnée révèle qu'aucune évaluation ou ensemble d'évaluations ne correspond aux critères proposés par les États aux fins de la création d'un mécanisme d'évaluation mondiale, il est possible de glaner de précieux éléments d'information dans les évaluations existantes. Deux types de programmes d'évaluation méritent tout particulièrement d'être examinés : les programmes d'évaluation mondiale qui sont consacrés pour partie au milieu marin ou qui portent sur un aspect du milieu marin; et les évaluations régionales de l'état du milieu marin. Le PNUE est associé à certains des programmes et mécanismes de mise en oeuvre les plus intéressants. On trouvera à l'annexe I du présent rapport une description des initiatives mondiales telles que la publication *Perspectives mondiales en matière d'environnement*, l'Évaluation mondiale intégrée des eaux internationales (GIWA), le Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin, le Système mondial



d'observation des océans, le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, le Réseau d'action international en faveur des récifs coralliens, l'Évaluation du Millénaire relative aux écosystèmes, l'atlas des Nations Unies relatif aux océans, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ainsi que des programmes et organismes régionaux, à savoir la Commission OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est, la Commission pour la protection du milieu marin de la mer Baltique (HELCOM), le Programme pour les mers régionales et les organismes de pêche régionaux.

18. Par ailleurs, il y a lieu d'améliorer et d'harmoniser de nombreuses évaluations nationales et régionales avant de pouvoir les utiliser dans le cadre de l'Évaluation mondiale. Dans ses propositions concernant les modalités relatives au mécanisme d'évaluation, le Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin a constaté au cours de ses travaux que les données disponibles dans le cadre des évaluations nationales et régionales existantes étaient généralement lacunaires et ne se prêtaient pas à des comparaisons susceptibles de donner lieu à une synthèse mondiale. Toutefois, le renforcement des capacités et des révisions périodiques entreprises dans le cadre du mécanisme d'évaluation mondiale devraient permettre de remédier au problème.

#### **Différences entre l'Évaluation mondiale du milieu marin et les évaluations existantes**

19. Aucune des évaluations existantes ne correspond à ce que les États attendent de l'Évaluation mondiale du milieu marin parce qu'elles ne sont pas suffisamment exhaustives, ni régulières, ni exclusivement axées sur le milieu marin. Les différences entre les évaluations mondiales existantes et l'Évaluation mondiale du milieu marin peuvent être résumées comme suit :

a) Les évaluations mondiales existantes ne sont pas axées spécifiquement sur le milieu marin et une seule d'entre elles est régulièrement mise à jour. Les Perspectives mondiales en matière d'environnement devaient certes, à l'origine, être régulières, mais leur portée est vaste puisqu'elles s'étendent à tous les aspects de l'environnement – la terre, l'air, l'eau et la biodiversité – et n'accordent qu'une attention limitée aux océans. L'Évaluation du Millénaire relative aux écosystèmes est de même de large portée, n'est pas axée sur les océans et constitue une opération ponctuelle devant s'achever en 2005. L'Évaluation des eaux internationales (GIWA) est elle aussi une opération ponctuelle qui doit s'achever cette année. La GIWA n'est pas exclusivement axée sur le milieu marin mais porte aussi sur l'état des ressources mondiales en eau douce.

b) D'autres programmes mondiaux sont sectoriels ou thématiques, ne portant que sur un domaine, par exemple le changement climatique (GIEC), la conservation et la protection des récifs coralliens (ICRAN) ou l'atténuation des effets des activités terrestres sur le milieu marin (GPA);

c) Les évaluations régionales de l'état du milieu marin comme celles menées par la Commission OSPAR, la Commission pour l'environnement de la mer Baltique (HELCOM) et les programmes relatifs aux mers régionales sont géographiquement limitées à des zones précises et ne sont pas intégrées en un tout mondial. De plus, elles peuvent être axées sur différents aspects de l'environnement et sont de qualité variable.

d) Les évaluations concernant les pêcheries sont habituellement limitées à des zones spécifiques ou à certaines espèces et ne tiennent pas compte de la relation entre les stocks de poissons et l'environnement dans son ensemble ou les autres activités menées dans les océans.

e) Quant aux autres programmes, le Système mondial d'observation de l'océan ne fait que collecter des données, et l'Atlas des océans de l'Organisation des Nations Unies fournit des renseignements sur les océans; ni l'un ni l'autre ne mènent d'évaluations.

20. Deux évaluations mondiales existantes, l'Évaluation du Millénaire relative aux écosystèmes et la GIWA, sont des activités ponctuelles non récurrentes qui fournissent un instantané de l'état d'une certaine zone ou d'un certain aspect du milieu marin et ne permettent pas de dégager des tendances ou des évolutions dans la durée, à la différence de la future évaluation mondiale de l'état du milieu marin dont c'est une caractéristique essentielle. Bien que les Perspectives mondiales sur l'environnement soient une activité continue, elles ne traitent que succinctement du milieu marin, dans le cadre d'une évaluation de tous les aspects de l'environnement. D'autres évaluations sont géographiquement limitées ou thématiques. Au contraire, l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin doit être planétaire, exhaustive quant aux problèmes qu'elle envisage, régulière (aucune limite dans le temps) et consacrée spécifiquement à l'état du milieu marin. Elle serait axée sur l'écosystème et viserait à évaluer les relations existant entre tous les aspects de l'environnement et toutes les activités menées en mer. En dépit de leurs limitations, tous les programmes d'évaluation existants, qu'ils soient mondiaux, régionaux, thématiques ou sectoriels, pourraient y contribuer. De plus, comme ils ont permis d'acquérir une expérience précieuse de la conduite des évaluations et de la gestion des relations entre les parties prenantes, ces programmes pourraient fournir des modèles quant aux structures organisationnelles possibles. Ainsi, les évaluations existantes représentent une réserve d'expérience et d'information.

### **III. Réponses à la demande de propositions sur les modalités de l'Évaluation mondiale**

21. Comme on l'a vu ci-dessus, en réponse à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 57/141, la Division des affaires maritimes et du droit de la mer a sollicité des propositions sur les modalités de l'Évaluation mondiale et a reçu 46 réponses. Si certaines de ces réponses contenaient des propositions détaillées, des États ont indiqué qu'ils avaient besoin de davantage d'informations sur l'Évaluation mondiale pour être en mesure de faire des propositions sur le fond<sup>15</sup>. La majorité de ceux qui ont répondu se sont contentés de rappeler les conclusions des recommandations adoptées lors des réunions de Reykjavik et Brême. Ceux qui ont répondu, y compris des organisations internationales, se sont déclarés favorables à l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin et se sont engagés à y contribuer conformément à leur mandat, et selon leurs moyens et les ressources dont ils disposeraient. Certains ont souligné que le processus d'évaluation mondiale devait tirer parti des mécanismes d'évaluation existants, qui étaient divers dans leurs portées et mandats thématiques.

22. La question du renforcement des capacités, en particulier en ce qui concerne la collecte et la mise à disposition des données ainsi que la gouvernance des océans, a

également été assez souvent évoqué, et celle du financement de l'Évaluation mondiale n'a pas encore été pleinement examinée. Certains de ceux qui ont répondu ont souligné que le processus d'évaluation mondiale devait utiliser au mieux les ressources dont disposeraient les organisations internationales et qu'il ne devait pas constituer une charge financière trop lourde pour le système des Nations Unies, déjà pauvre en ressources.

23. On a fait valoir que le GESAMP était le seul mécanisme interinstitutions des Nations Unies ayant l'expérience requise des évaluations, une haute réputation scientifique reconnue au niveau international et la capacité réelle d'assumer le rôle de chef de file pour ce qui est des aspects scientifiques de l'Évaluation mondiale, sous réserve que sa structure et son *modus operandi* puissent être bien organisés. Dans sa contribution au présent rapport, le GESAMP a présenté une modification de la proposition concernant l'Évaluation mondiale élaborée lors de la réunion de Brême<sup>16</sup>. La proposition du GESAMP, de même qu'une autre présentée par le PNUE<sup>17</sup>, sont reproduites dans les annexes III et IV du présent rapport. On trouve des détails sur les propositions reçues en ce qui concerne les modalités à l'annexe II.

#### **IV. Questions à examiner pour le lancement de l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin et mesures à prendre à cet effet**

##### **A. Questions à examiner**

24. L'Évaluation mondiale doit être planétaire, exhaustive et régulière. Ces trois caractéristiques la distinguent des évaluations existantes et impliquent un processus et une structure d'une complexité considérable. On trouvera ci-après des indications quant aux questions à examiner et des propositions quant aux mesures à prendre, formulées en consultation avec les institutions et organismes intéressés. L'Évaluation mondiale sera mise en place à partir des évaluations, institutions et procédures existantes et nécessitera la participation permanente et la collaboration active des États, des organisations mondiales et régionales, des organisations non gouvernementales et de la communauté scientifique. Les principales questions à examiner en ce qui concerne le lancement de l'Étude mondiale sont sa portée, son cadre général, les grandes lignes du processus, l'examen par des pairs, le secrétariat, le renforcement des capacités et les sources de financement.

##### **1. Portée**

25. La portée de l'étude mondiale devrait être planétaire et exhaustive : elle couvrira toutes les régions du monde et tous les problèmes touchant le milieu marin. Les évaluations devront être régulières et menées tous les cinq ou 10 ans, et faire l'objet d'un examen périodique. Il pourrait y avoir des évaluations générales et thématiques. L'évaluation générale devrait commencer à la base pour garantir la participation de toutes les parties concernées. Au fur et à mesure que les capacités se développeront dans tous les pays et régions, cette évaluation pourrait gagner en complexité et en profondeur. En outre, des évaluations thématiques seraient menées sur des problèmes spécifiques intéressant de nombreux États. Les évaluations seraient axées sur l'écosystème, et examineraient la relation entre les diverses activités humaines et les éléments de ce dernier. Les évaluations porteraient aussi

sur les aspects socioéconomiques en relation avec les causes et les conséquences de l'état de l'environnement, c'est-à-dire les causes de la dégradation de l'environnement et ses conséquences pour l'homme.

## 2. Cadre général

26. C'est à l'Assemblée générale qu'incomberait la supervision politique d'ensemble, peut-être par le truchement d'un mécanisme subsidiaire qui pourrait se réunir en même temps que le Processus consultatif efficient. Ceci éviterait d'avoir à créer une nouvelle organisation et serait économique. La participation sur un pied d'égalité de toutes les organisations serait ainsi garantie. Le processus lui-même ferait fond sur les procédures et évaluations existantes.

27. Initialement, l'Assemblée générale choisirait entre une structure centralisée ou régionale. Dans le cadre d'une structure centralisée, les États, organisations intergouvernementales mondiales et régionales et organisations non gouvernementales (environnementales et industrielles) fourniraient individuellement des éléments à un panel scientifique mondial pour analyse et synthèse. Dans le cadre d'une structure régionale, les régions procéderaient à leur propre évaluation, qu'elles communiqueraient ensuite au Panel scientifique mondial pour analyse et synthèse. La seconde option serait certes plus complexe et onéreuse et prendrait plus de temps, mais elle servirait mieux le renforcement des capacités et l'usage ultime, car nombre de décisions politiques sur des mesures visant à améliorer l'environnement seront prises aux niveaux régional et national. Si l'on décidait d'opter pour une structure régionale, des limites régionales propres à l'Évaluation mondiale devraient être définies. Il existe de nombreuses définitions des régions qui sont utilisées à des fins différentes, qu'un groupe d'experts comprenant des États devrait examiner pour déterminer quelles sont les plus adaptées aux fins de l'Évaluation mondiale. Elles comprennent les organisations régionales de gestion des pêcheries, les grands écosystèmes maritimes, les programmes relatifs aux mers régionales, etc.

28. Certaines régions, comme celles de la Commission OSPAR, sont déjà bien organisées et produisent déjà des évaluations. D'autres devraient s'organiser avec l'assistance voulue d'organisations mondiales et régionales.

29. Une deuxième considération initiale majeure est la structure de l'évaluation. Deux aspects de celle-ci peuvent être distingués : les faits scientifiques qui la sous-tendent et les conclusions à en tirer du point de vue des politiques. Les journées d'étude de Reykjavik et de Brême ont montré qu'il importait de maintenir la distinction entre les uns et les autres.

30. Pour que les conclusions factuelles et politiques fassent l'objet d'un traitement séparé, il est essentiel de prévoir dès le départ un processus en deux étapes, car les considérations de politique n'interviennent qu'en ce qui concerne les évaluations thématiques lors des consultations initiales et les conclusions à tirer de l'évaluation scientifique quant aux mesures à prendre pour faire face aux problèmes éventuels. En l'absence d'une telle distinction, il sera tentant de mêler les conclusions politiques au débat sur les faits scientifiques.

31. Cette approche nécessiterait donc : a) au niveau régional – *premièrement*, un processus scientifique se terminant, après un examen par des pairs, par l'adoption d'une déclaration sur les conclusions factuelles de l'évaluation et, *deuxièmement*,

une réunion politique qui ferait siennes ces conclusions scientifiques et adopterait les conclusions de politique en découlant; b) au niveau mondial, *premièrement*, l'adoption par un panel scientifique mondial d'un rapport d'évaluation scientifique totalement factuel puis, *deuxièmement*, dans le cadre de l'Assemblée générale, un processus politique ouvert à tous les États avec la participation d'autres groupes d'observateurs intéressés aux fins de l'adoption des conclusions scientifiques factuelles et de l'examen et de l'adoption des conclusions de politique en découlant.

### 3. Ébauche du processus

32. Trois modèles ont été jusqu'ici proposés pour l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin : le modèle de Brême, la proposition du GESAMP, qui modifie le modèle de Brême (voir annexe III) et celui du PNUE, une approche de partenariat modulaire aux fins de l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin (voir annexe IV).

33. De par la logique de sa structure par étapes et parce qu'il distingue nettement entre sciences et décisions politiques et prévoit des consultations entre toutes les parties intéressées dès le départ, le modèle proposé par le GESAMP semble le plus convaincant, que le GESAMP participe ou non au processus. Il importe de noter que dans sa proposition, le GESAMP a laissé entendre qu'il ne pourrait assurer la direction scientifique que dans le cadre du Panel scientifique mondial, à l'exclusion des autres parties du processus (voir annexe I, par. 10 à 13, pour des détails sur le diagramme du GESAMP).

34. Ce modèle apporte des modifications constructives au modèle de Brême et vise à garantir la légitimité, la pertinence et l'indépendance du processus scientifique. La phase I commencerait par « un forum mondial des parties prenantes » – une réunion consultative de toutes les parties intéressées – lors duquel les problèmes seraient examinés et qui serait suivi par la mise au point, par un panel scientifique, d'un *projet* mondial pour l'Évaluation mondiale. La phase II – la phase régionale – garantirait une participation effective des acteurs régionaux par le biais de réunions organisées pour adapter le projet mondial aux conditions et possibilités régionales et qui seraient suivies par des évaluations scientifiques régionales distinctes. Durant la phase III, les évaluations sectorielles et régionales seraient synthétisées par le Panel scientifique mondial en une évaluation mondiale intégrée de l'état du milieu marin. Ce rapport scientifique serait alors examiné dans le cadre d'une instance délibérante mondiale. Une caractéristique importante de ce modèle est qu'il garantit l'indépendance du processus scientifique en ce qu'il prévoit que les études régionales relatives aux politiques seront intégrées dans l'étude mondiale relative aux politiques et non dans l'évaluation scientifique régionale, préservant ainsi l'intégrité du rapport scientifique.

35. La participation de toutes les parties intéressées est cruciale : les États, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales en qualité de fournisseurs d'informations et utilisateurs des évaluations, la communauté des scientifiques en qualité de fournisseurs d'informations, de membres des panels scientifiques, pour l'évaluation par des pairs, et en qualité d'utilisateurs des évaluations. Il est important que les États soient impliqués dès le départ, avant la conception du projet scientifique, pour leur permettre d'indiquer quels problèmes les intéressent le plus, au niveau tant mondial que régional, et de prendre des engagements quant au rôle qu'ils pourraient jouer.

#### **4. Évaluation par des pairs**

36. L'évaluation par des pairs est essentielle pour la crédibilité scientifique. L'évaluation scientifique devra être examinée par des spécialistes des évaluations du milieu marin, venant par exemple d'organisations scientifiques compétentes ou de celles qui ont mené les évaluations régionales.

#### **5. Secrétariat et arrangements institutionnels**

37. L'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin pourrait avoir un secrétariat sur le modèle du GIEC, à savoir deux ou trois administrateurs assistés de trois personnes. Aux termes de la proposition de la COI, le nombre des effectifs serait encore plus réduit (voir annexe II, par. 19 à 22). Toutefois, alors que le GIEC se contente d'analyser des études déjà publiées sur le seul sujet de l'évolution du climat, l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin devrait analyser et synthétiser des données portant sur une large gamme de sujets liés à l'état du milieu marin recueillies auprès d'une large gamme de sources ou fournies par elles. Pour un projet de l'ampleur de l'Évaluation mondiale, un personnel réduit risque de ne pas pouvoir faire face adéquatement au volume de travail considérable que représentera la collecte, la gestion et la coordination de l'information reçue de diverses sources et devant être transmise au panel scientifique mondial. Il semblerait donc que plusieurs administrateurs ayant une formation scientifique et assistés par un personnel d'appui en nombre comparable, soient nécessaires. La Commission OSPAR fait observer que l'ensemble de ses effectifs, cinq administrateurs assistés par sept personnes, était nécessaire pour produire son Bilan de santé.

38. Il y a deux options quant à l'endroit où l'on pourrait installer le secrétariat : dans les locaux d'une organisation internationale du système des Nations Unies ou dans un État, en tant qu'entité autonome ou rattachée à un ministère. L'installation dans un État pourrait présenter des avantages financiers si l'État concerné fournit des fonds, mais risquerait de susciter des réserves pour ce qui est de l'indépendance de l'évaluation. D'autre part, s'il était accueilli par une organisation internationale, le secrétariat disposerait d'une infrastructure et de liens avec d'autres organisations et serait ainsi assuré de disposer non seulement des bureaux et salles de réunion nécessaires mais aussi de tout le matériel dont il a besoin, par exemple des ordinateurs, des moyens sophistiqués de communication et de mise en réseau, des salles de conférence, des facilités de traduction, etc. Il pourrait aussi nouer des liens avec des organisations connexes. Le personnel pourrait être fourni par les États, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales, ou/et être recruté à l'extérieur.

#### **6. Renforcement des capacités**

39. Le renforcement des capacités est un aspect essentiel de l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin et l'une de ses fonctions. Une assistance technique pourrait être fournie directement par les organisations compétentes durant le processus initial d'évaluation aux niveaux national et régional. Les conclusions de ce processus seront inévitablement soumises à un examen exhaustif visant à déterminer quelles améliorations sont nécessaires à la préparation de la prochaine série d'évaluations. On compte que l'aptitude à mener des évaluations s'améliorera continuellement avec le temps. Le renforcement des capacités constituerait un aspect important et essentiel de l'Évaluation mondiale et nécessitera des arrangements particuliers,

distincts des travaux du panel scientifique mondial, et il devra probablement être organisé sur une base régionale.

## 7. Financement

40. La question du financement est capitale car les montants nécessaires pour l'Évaluation mondiale pourraient être très importants. De plus, il faut distinguer entre les coûts préparatoires ou initiaux et les dépenses de fonctionnement de l'Évaluation mondiale une fois celle-ci lancée. Il serait prématuré de calculer les contributions des organisations ainsi que les autres coûts qui dépendront de la manière dont le processus de l'Évaluation mondiale sera établi.

41. Fondamentalement, l'Évaluation mondiale tirera partie des ressources existantes moyennant une réorientation de programmes en cours. Des fonds additionnels seront néanmoins nécessaires pour les réunions préparatoires, le processus régional, le traitement et l'évaluation scientifiques de l'information au niveau mondial, l'évaluation et le secrétariat. Le Fonds sur l'environnement mondial (FEM) pourrait être sollicité pour financer les réunions préparatoires.

42. Pour la plupart des évaluations, des fonds réservés à cette fin par l'organisation et les sources extérieures sont le principal moyen de financement. C'est pourquoi une part considérable des fonds nécessaires pour l'Évaluation mondiale pourrait provenir du redéploiement des ressources consacrées à certaines évaluations existantes. S'agissant du financement des éléments additionnels de l'Évaluation mondiale, comme le secrétariat ou le panel scientifique mondial, les fonds d'affectation spéciale créés à l'appui de diverses évaluations mondiales, y compris le GIEC, ainsi que les activités du programme relatif aux mers régionales pourraient servir de modèle. Un fonds d'affectation spéciale pour l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin pourrait recevoir des contributions annuelles des États, des contributions en espèces des organismes des Nations Unies, d'autres contributions volontaires en espèces et, éventuellement, des dons de la Banque mondiale et du FEM pour le renforcement des capacités dans les pays en développement. De plus, des contributions en nature seraient fournies par des institutions spécialisées ou des programmes, qui apporteraient certains éléments du principal rapport sur l'Évaluation mondiale en établissant leurs propres sous-rapports et en examinant des sous-rapports provenant d'autres sources.

43. À titre d'information, la COI a estimé que sa participation, en tant qu'organisme chef de file pour l'Évaluation mondiale, entraînerait des dépenses d'un montant de 8 millions de dollars pour un processus quinquennal<sup>18</sup>. Ce montant servirait à couvrir les dépenses afférentes à un secrétariat (un P-5, un P-3, et un G4), 30 réunions régionales d'évaluation et l'établissement d'un rapport mondial en six langues. Si des groupes de travail scientifiques menaient des évaluations thématiques en parallèle, ce montant minimum passerait à environ 9,2 millions de dollars. Lors de la réunion consultative interorganisations, la COI a expliqué qu'il s'agissait du montant minimum absolu pour une évaluation très élémentaire.

44. Toutefois, comme on l'a déjà dit, le secrétariat de l'Évaluation mondiale devrait être fonction des tâches à mener. L'Évaluation mondiale est de plus envisagée comme une entreprise régulière, dont la périodicité des rapports est provisoirement fixée à cinq ans. C'est pourquoi d'autres évaluations, comme les évaluations du Millénaire, dont le coût, pour une période de quatre ans, est de 21 millions de dollars, ou la GIWA, un projet d'une durée de 49 mois qui coûte

13 millions de dollars, sembleraient constituer des modèles plus appropriés. Il faudrait néanmoins savoir, pour arriver à un chiffre plus précis, quelle part des activités seront prises en charge dans le cadre d'évaluations sectorielles ou régionales autofinancées.

## **B. Mesures à prendre pour préparer l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin**

45. L'Assemblée générale est invitée, pour préparer l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin, à prendre une série de décisions : premièrement, des décisions sur les questions de politique générale envisagées dans la section A ci-dessus et, deuxièmement, des décisions concernant les mesures à prendre en 2004 pour lancer l'Étude mondiale qui sont décrites au paragraphe 47 ci-après.

46. Les questions qui se posent dans l'immédiat compte tenu des considérations exposées à la section A sont les suivantes :

a) Celle de savoir si l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin devrait comprendre une structure centralisée dans le cadre de laquelle toutes les contributions sont adressées directement au panel scientifique mondial par toutes les parties intéressées, y compris les organisations mondiales et régionales, ou s'il devrait y avoir des structures régionales dans le cadre desquelles les régions préparent leurs propres évaluations intégrées à l'intention du panel scientifique mondial;

b) Celle de savoir si la proposition du GESAMP constitue le meilleur modèle pour l'Évaluation mondiale et doit être prise comme point de départ;

c) Celle des arrangements institutionnels relatifs au secrétariat de l'Évaluation mondiale.

47. Pour ce qui est des mesures à prendre en vue du lancement de l'Évaluation mondiale, le quatrième Processus consultatif officiel a fait les recommandations suivantes :

a) Convocation d'une réunion interorganisations (elle a déjà eu lieu);

b) Convocation d'un groupe d'experts chargé d'élaborer un plan détaillé;

c) Organisation d'une réunion intergouvernementale pour examiner et approuver ce plan.

Ces mesures pourraient ne pas être suffisantes pour mettre en place le processus complexe que constituera l'Évaluation mondiale et elles n'impliqueraient pas les gouvernements suffisamment tôt pour qu'ils puissent apporter une contribution digne de ce nom. L'Assemblée générale est donc invitée à envisager le scénario ci-après, qui a été examiné lors de la réunion interorganisations :

a) Un consultant serait recruté et chargé d'établir un projet de plan détaillé en ce qui concerne la structure et la mise en oeuvre de l'Évaluation mondiale en consultation avec les organisations internationales concernées;

b) Un groupe d'experts, ne comptant pas plus d'une vingtaine de membres dont des représentants des États (notamment de tous les groupes régionaux) et des représentants d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, aussi



bien des scientifiques que des décideurs, serait constitué pour examiner et affiner le projet de document;

c) Le projet serait communiqué aux États, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales, aux associations scientifiques, aux mécanismes de financement, etc., pour observations écrites et indication des questions devant être examinées lors de la première évaluation;

d) Le projet serait ensuite révisé a) soit par le groupe d'experts à la lumière des observations (cela peut être fait par courriel), b) soit par le consultant et le secrétariat;

e) Un atelier international réunissant des représentants de toutes les parties intéressées serait convoqué (éventuellement en même temps que le Processus consultatif officiel) pour établir la version définitive du document;

f) Le projet final serait approuvé (à la fin de 2004) par l'Assemblée générale ou par une réunion internationale extraordinaire convoquée par l'Organisation des Nations Unies, et l'Évaluation mondiale du milieu marin serait officiellement lancée.

48. Ces mesures devront être complétées par des engagements des organisations internationales afin que le processus soit pleinement participatif et que toutes les organisations aient le sentiment qu'il leur appartient.

### **C. Mesures que doivent prendre les organisations internationales**

49. Lors de la réunion consultative interorganisations, les participants ont proposé que les organisations internationales prennent les mesures suivantes pour préparer l'Évaluation mondiale :

a) Désigner un agent de liaison pour s'entretenir de l'Évaluation mondiale avec le consultant;

b) Fournir par écrit à la Direction des affaires maritimes et du droit de la mer des informations sur les mesures qu'elles prennent pour préparer l'Évaluation mondiale;

c) Coopérer avec le consultant qui sera chargé d'élaborer le projet de plan détaillé sur la base de leurs contributions;

d) Coopérer au choix de 10 à 12 experts au sein des organisations internationales en vue des réunions du groupe d'experts;

e) Prendre les dispositions financières voulues pour envoyer les experts à ces réunions;

f) Communiquer des observations sur le projet;

g) Aider à la préparation des réunions d'experts, ateliers et réunions internationales;

h) Participer aux réunions d'experts, ateliers et réunions intergouvernementales.

## V. Conclusions

50. On peut tirer un certain nombre de conclusions du contenu du présent rapport :

a) L'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin doit être une évaluation exhaustive et planétaire du milieu marin, comportant notamment des aspects socioéconomiques, et doit prendre en considération toutes les activités affectant les océans et l'interaction de tous les éléments du milieu marin, y compris la biodiversité (approche axée sur les écosystèmes). Il doit s'agir d'une activité régulière, des évaluations générales devant être achevées si possible tous les cinq ans;

b) L'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin devrait tirer parti des évaluations existantes, qui sont variées dans leur portée et diverses dans leurs mandats thématiques. Les évaluations existantes peuvent être intégrées de deux manières : i) des données provenant de ces évaluations pourraient être communiquées directement au panel scientifique mondial de l'Évaluation mondiale sous une forme permettant la comparaison, et le panel les analyserait et les incorporerait dans une Évaluation mondiale unique ou ii) des systèmes régionaux spécifiques d'évaluation pourraient être mis en place pour mener, selon les méthodes convenues, des évaluations régionales intégrées qui seraient synthétisées par le panel scientifique mondial;

c) Tous les organismes des Nations Unies et autres organismes internationaux ayant répondu à la lettre sollicitant des propositions quant aux modalités de l'Évaluation mondiale ou à la demande d'observations sur le projet de rapport relatif à l'Évaluation mondiale se sont déclarés favorables à cette dernière et se sont dits prêts à y contribuer.

d) L'Évaluation mondiale devrait être placée sous l'autorité de l'Assemblée générale des Nations Unies, les discussions de fond par toutes les parties intéressées sur le processus et ses résultats se tenant dans le cadre soit du Processus consultatif officiel, soit de réunions organisées parallèlement à celui-ci;

e) Il faudra certes décider de l'endroit où sera installé le secrétariat chargé d'assurer le service de l'Évaluation mondiale et de sa composition, mais il n'est peut-être pas nécessaire de désigner un « organisme chef de file ». Toutes les institutions, toutes les organisations et tous les secrétariats de convention contribuant au processus pourraient y participer sur un pied d'égalité;

f) Les fonds nécessaires pour l'Évaluation mondiale pourraient être tout à fait considérables, même en tirant parti des évaluations existantes, car de nouvelles ressources seront nécessaires pour financer le secrétariat et le panel scientifique mondial, ainsi qu'un certain nombre de réunions mondiales et régionales. En outre, des ressources seront nécessaires pour les préparatifs;

g) Le renforcement des capacités constituera un élément essentiel de l'Évaluation mondiale, et il nécessitera des arrangements particuliers;

h) De par la logique de sa structure par étapes, parce qu'il sépare clairement l'activité scientifique de l'activité politique et parce qu'il prévoit des

consultations entre toutes les parties intéressées dès le départ, le modèle organisationnel proposé par le GESAMP pour l'Évaluation mondiale semble être le plus convaincant. Il est important de noter que dans sa proposition, le GESAMP proposait d'assurer la direction scientifique uniquement dans le cadre du panel scientifique mondial, et non dans les autres segments du processus;

i) La plupart des organisations ont estimé que, de par son statut de mécanisme interorganisations et sa longue expérience des évaluations marines, le GESAMP avait vocation à jouer un rôle directeur au sein du panel scientifique mondial;

j) Bien qu'assez de travaux préparatoires aient déjà été effectués dans diverses instances en vue du lancement de l'Évaluation mondiale, les modalités pratiques de celle-ci sont complexes et méritent d'être examinées plus avant par des experts.

### Notes

<sup>1</sup> Le paragraphe 45 de la résolution 57/141 se lit comme suit :

« Décide d'établir d'ici à 2004 un processus ordinaire dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour les analyses et évaluations mondiales de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques actuels et prévisibles, en utilisant les évaluations régionales existantes, et prie le Secrétaire général, agissant en étroite collaboration avec les États Membres, les organismes, institutions et programmes compétents des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la Commission océanographique intergouvernementale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation maritime internationale, l'Organisation mondiale de la santé, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation météorologique mondiale et le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, d'autres organisations intergouvernementales compétentes et les organisations non gouvernementales concernées, d'élaborer des propositions concernant les modalités d'un processus ordinaire pour les analyses et évaluations mondiales de l'état du milieu marin, en s'inspirant notamment des travaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement découlant de la décision 21/13 du Conseil général et en tenant compte de l'examen effectué récemment par le Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin, et de soumettre ces propositions à l'Assemblée générale, à sa cinquante-huitième session, pour qu'elle les examine et prenne une décision, notamment sur la convocation d'une éventuelle réunion intergouvernementale. »

<sup>2</sup> Ont participé à la réunion interinstitutions des représentants des organismes suivants : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation maritime internationale (OMI), Commission OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est, secrétariat de la Convention de Ramsar, Fonds pour l'environnement mondial (FEM), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Commission océanographique intergouvernementale/UNESCO, Organisation mondiale de la santé (OMS), Département des affaires économiques et sociales et Division des affaires maritimes et du droit de la mer (Bureau des affaires juridiques) du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

<sup>3</sup> « A Sea of Troubles », Rapports et études du GESAMP No 70, 2001.

<sup>4</sup> Voir PNUE (2003), « A Survey of Global and Regional Marine Environmental Assessments and Related Scientific Activities ». PNUE-Centre mondial de surveillance pour la conservation/ PNUE/UNESCO-Commission océanographique intergouvernementale, 2003, 132 p.

- <sup>5</sup> Voir Rapports et études du GESAMP No 54, 1994.
- <sup>6</sup> Le GESAMP est composé d'experts de l'OMI, de la FAO, de l'UNESCO (Commission océanographique intergouvernementale), de l'OMS, de l'OMM, de l'AIEA, de l'ONU et du PNUE.
- <sup>7</sup> Voir Rapports et études du GESAMP No 45, 1991.
- <sup>8</sup> Voir A/57/57, sect. VII, « Milieu marin ».
- <sup>9</sup> Ibid., sect. VII.A.
- <sup>10</sup> Le paragraphe 2 de l'article 2 de la Convention se lit comme suit : « Le choix des zones humides ... devrait être fondé sur leur importance internationale au point de vue écologique, botanique, zoologique, limnologique ou hydrologique... ».
- <sup>11</sup> Au paragraphe 9 de document de synthèse, qu'elle a soumis au Conseil d'administration du PNUE à sa vingt et unième session, l'Islande déclarait ce qui suit :
- « L'influence de la pollution marine sur l'exploitation durable des ressources marines et les autres écoservices fournis par les océans doit être évaluée et communiquée aux responsables de l'élaboration des politiques sous une forme fiable et de nature à produire des effets. L'actuel processus d'évaluation de la pollution marine doit être renforcé. Rassembler des données n'est pas tout; il importe tout autant de faire en sorte que les résultats des recherches scientifiques soient pris en considération dans l'élaboration des politiques. » (Voir <[www.unep.org/DEWA/water/MarineAssessment/reports/iceland\\_proposal.doc](http://www.unep.org/DEWA/water/MarineAssessment/reports/iceland_proposal.doc)>.)
- <sup>12</sup> Pour plus de détails sur les réunions tenues à Reykjavik (les 12, 13 et 14 septembre 2001) et à Brême (les 18, 19 et 20 mars 2002), voir le site Web du PNUE sur l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin : <[www.unep.org/DEWA/water/MarineAssessment](http://www.unep.org/DEWA/water/MarineAssessment)>.
- <sup>13</sup> *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1), chap. I, résolution 2, annexe.
- <sup>14</sup> Voir PNUE (2003), note 4 ci-dessus, p. 22 et 23.
- <sup>15</sup> À cet égard, la Norvège a proposé que l'étude (le rapport du Secrétaire général) devrait comprendre « au moins » les résultats et recommandations des réunions consultatives informelles de Reykjavik et de Brême en tant qu'informations de base qui aideraient les États lors de l'examen de la question de l'établissement d'un processus d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin.
- <sup>16</sup> Voir PNUE, « Actes de l'Atelier technique relatif à l'établissement d'un mécanisme périodique d'évaluation de l'état du milieu marin dans le monde, Brême (Allemagne), 18, 19 et 20 mars 2002, annexe IX, « Le mécanisme d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin – un modèle de conception nouvelle proposé par les gouvernements, des institutions et des organisations », UNEP/GC.22/2/Add.5.
- <sup>17</sup> Pour plus de détails sur le diagramme du PNUE, voir annexe II au présent rapport, par. 12 à 14.
- <sup>18</sup> Document portant la cote IOC-XXII/2 présenté à l'Assemblée de la Commission océanographique intergouvernementale à sa vingt-deuxième session.

## Annexe I

### Programmes d'évaluation existants

#### Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
1. Programmes d'évaluation mondiaux .....	1–25	22
a) Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin (GESAMP) .....	1–4	22
b) Système mondial d'observation des océans (SMOO) .....	5–8	23
c) Atlas des océans .....	9	23
d) Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres (PAM) .....	10–13	24
e) Réseau d'action internationale en faveur des récifs coralliens (ICRAN) ....	14–15	25
f) Avenir de l'environnement mondial (GEO) .....	16–17	25
g) Évaluation mondiale des eaux internationales (GIWA) .....	18–20	26
h) Évaluation des écosystèmes à l'aube du troisième millénaire .....	21–22	27
i) Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat .....	23–25	27
2. Évaluations régionales .....	26–35	28
a) Convention OSPAR et Convention d'Helsinki .....	26–28	28
b) Programmes des mers régionales .....	29–31	29
c) Organismes régionaux de gestion des pêches .....	32–35	30

## **1. Programmes d'évaluation mondiaux**

### **a) Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin (GESAMP)**

1. Le GESAMP est un organe consultatif scientifique multidisciplinaire composé d'une vingtaine à une trentaine d'experts, qui participent aux travaux du Groupe à titre personnel. C'est, actuellement, le seul mécanisme de coopération interinstitutions du système des Nations Unies dans le domaine de l'environnement marin. Actuellement parrainé par huit organismes des Nations Unies<sup>a</sup>, il a été créé en 1969 et a publié 47 rapports scientifiques sur toute une série de questions, en particulier des évaluations scientifiques de l'environnement marin. Il est chargé de donner aux organisations et aux gouvernements des avis scientifiques et interdisciplinaires fiables, indépendants concernant la protection de l'environnement marin et son exploitation durable.

2. Le GESAMP est depuis longtemps réputé pour ses évaluations scientifiques multidisciplinaires de l'état de l'environnement marin mondial<sup>b</sup> et ses rapports sur des aspects particuliers des problèmes qui se posent dans ce domaine<sup>c</sup>. En outre, il publie des directives, des évaluations et des recommandations de caractère scientifique orientées vers l'action<sup>d</sup>. La définition qu'il a donnée de la pollution du milieu marin a été reprise dans la plupart des conventions internationales, y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Les documents sont établis par des groupes de travail, puis examinés, approuvés et adoptés par le Groupe d'experts dans son ensemble lors de ses sessions annuelles. Les évaluations et analyses sont fondées sur les données et informations publiées dans les ouvrages et revues scientifiques disponibles dans le commerce, dans des rapports régionaux (par exemple les rapports relatifs aux programmes pour les mers régionales) ou qui peuvent être obtenus de source fiable, notamment auprès des gouvernements.

3. Le GESAMP est financé par les organisations qui le parrainent en fonction des besoins. Chaque organisation prend à sa charge les dépenses relatives aux experts qu'elle nomme : frais de voyage et indemnité journalière de subsistance à l'occasion des réunions des groupes de travail et des sessions du Groupe d'experts et, parfois, rémunération des membres des groupes de travail pour le temps qu'ils ont consacré à des travaux concernant le GESAMP et les dépenses que ces travaux ont occasionnés. Les organisations qui le parrainent accueillent les réunions des groupes de travail et les sessions annuelles du Groupe d'experts et en assurent le service à titre de contributions en espèces. Le concours que prêtent ponctuellement le Secrétaire administratif et les secrétaires techniques du GESAMP n'est pas comptabilisé; il est considéré comme une contribution en nature des organisations. Les rapports sur les travaux des sessions du GESAMP et les documents établis par ses groupes de travail sont publiés, en tant que publications non commerciales, par les organisations qui accueillent la session ou par les organisations pilotes des groupes de travail.

4. Pour mieux faire face aux problèmes nouveaux, le GESAMP a récemment procédé à un réexamen de son organisation et de son fonctionnement et a élaboré un nouveau plan d'action stratégique prévoyant notamment la mise en place d'un processus d'évaluation mondiale du milieu marin. Le plan d'action stratégique est à l'étude et sera soumis aux organisations qui parrainent le GESAMP pour approbation définitive.

**b) Système mondial d'observation des océans (SMOO)**

5. Le SMOO qui est mis en place par la Commission océanographique intergouvernementale (COI), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM), est un système modulaire complexe pour le rassemblement, l'analyse et la diffusion de données et d'éléments d'information concernant les océans. L'objectif principal du Système est de détecter et de prévoir les modifications de l'état des écosystèmes marins et des estuaires et de permettre de mieux prévoir le changement du climat à l'échelle du monde et ses effets sur les populations et les biens et services dans les écosystèmes.

6. Les activités opérationnelles du SMOO sont les suivantes : collecte de données, gestion des données et des informations, analyse des données et élaboration et diffusion des documents du SMOO, modélisation et formation, assistance technique et transfert des technologies à l'intention des pays en développement.

7. Le module du SMOO relatif aux côtes est prévu pour être un système fonctionnant de bout en bout (mesures – gestion des données – analyse), en continu, intégré (mesures physiques, biologiques et chimiques et traitement de l'information) et axé sur les besoins des utilisateurs. Il concernera les trois sujets principaux suivants : services maritimes côtiers, écosystème et santé publique, et ressources biologiques marines. Une coopération active se met actuellement en place entre le module du SMOO relatif aux côtes et les programmes pour les mers régionales dans les régions de la mer Baltique, de la mer Méditerranée, de l'océan Pacifique, de la mer Noire, de la mer du Nord et de la mer des Caraïbes. Le module du SMOO relatif à la santé des océans revêt une importance particulière dans le contexte de l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin. Il doit en effet fournir la base à partir de laquelle seront déterminées les conditions et tendances dominantes engendrées dans le milieu marin par les effets des activités humaines, en particulier celles qui donnent lieu au rejet d'agents contaminants dans l'environnement.

8. Le SMOO fonctionne grâce à la coordination d'ensemble assurée par la Commission océanographique intergouvernementale et à la participation active des institutions nationales et des centres de recherche nationaux, qui sont la principale source de données et d'informations sur lesquelles repose le Système. Le financement des travaux de ces institutions et de ces centres est assuré par les autorités nationales compétentes et complété à l'aide de ressources obtenues d'autres sources pour le financement de projets particuliers. Le SMOO n'est pas à proprement parler un programme d'évaluation, mais il est considéré comme étant l'un des mécanismes qui seraient le mieux à même de fournir les données et les informations nécessaires pour l'évaluation régulière de l'état de l'environnement marin et pourrait donc être considéré comme un élément essentiel d'un processus prévu à cet effet.

**c) Atlas des océans**

9. Élaboré par l'ONU, l'Atlas des océans est un système d'information qui a été créé pour faciliter l'application du programme Action 21 et qui est conçu pour être utilisé par les responsables de l'action gouvernementale qui veulent se familiariser avec les problèmes relatifs aux océans et par les scientifiques, les étudiants et les

gestionnaires qui ont besoin d'avoir accès aux bases de données. Il a aussi pour objet de fournir aux entreprises du secteur maritime et autres parties intéressées des informations ciblées facilement consultables sur les questions présentant de l'intérêt pour le développement durable des océans. Il a été élaboré en commun par l'ONU et les organisations nationales chargées des questions présentant de l'intérêt pour le développement durable des océans et le progrès de l'océanographie<sup>e</sup>, sous la responsabilité principale de la FAO et sous la conduite d'un comité directeur et d'un comité technique, qui ont assuré la coordination des travaux. Les informations données par l'Atlas sont organisées en quatre domaines d'intérêt principaux donnant des informations sur les océans, depuis leur formation jusqu'à leur physiologie, biologie et climatologie actuelles, et sur les utilisations des océans, depuis les usages alimentaires jusqu'à la navigation, l'exploitation minière, l'énergie, etc.

**d) Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres (PAM)**

10. Le PAM, adopté en 1995, est un programme orienté vers l'action ayant pour objet « d'aider les États à prendre individuellement ou collectivement, et compte tenu de leurs politiques, priorités et ressources respectives, des mesures de nature à prévenir, réduire, maîtriser et/ou éliminer la dégradation du milieu marin ou à remédier aux effets des activités terrestres »; il a été conçu comme « un guide théorique et pratique » en la matière<sup>f</sup>.

11. L'application du Programme est coordonnée par le PNUE, qui en assure le secrétariat, par l'intermédiaire du Bureau de coordination du Programme mondial, dont le siège est à La Haye. Le dispositif à partir duquel est développé et appliqué le Programme est constitué par les organisations et structures concernant les programmes pour les mers régionales, relevant ou non du PNUE. Plusieurs organisations internationales lui apportent leur appui<sup>g</sup> et participent activement à son application, en particulier dans le cadre du dispositif de centralisation de l'information.

12. L'une des trois principales activités du Bureau de coordination du Programme est l'évaluation de l'état du milieu marin en fonction des effets qu'exercent sur lui les activités terrestres. Pendant la période 1996-1999, huit réunions d'experts désignés par les gouvernements ont été organisées dans le cadre du Programme du PNUE pour les mers régionales pour examiner et mettre définitivement au point les évaluations régionales relatives aux activités terrestres et fixer l'ordre de priorité selon lequel il fallait lutter contre les sources de pollution au niveau tant national que régional. Ces réunions ont abouti à 10 évaluations régionales<sup>h</sup> et programmes d'action régionaux. À l'échelon mondial, le PNUE a demandé au GESAMP de préparer, à partir des évaluations régionales, une évaluation mondiale des effets des activités terrestres sur le milieu marin et les zones côtières pour la réunion intergouvernementale d'examen de l'application du Programme d'action mondial, qui s'est tenue à Montréal du 26 au 30 novembre 2001.

13. Le Programme est financé par le PNUE, par des contributions spéciales versées par les pays, par les institutions qui collaborent à la centralisation de l'information et des contributions de programmes relatifs à des mers régionales. Les programmes d'action nationaux sont exécutés et financés par les services gouvernementaux compétents. Un projet régional a été financé avec l'aide du Fonds pour l'environnement mondial. Le programme d'évaluation entrepris dans le cadre



du Programme d'action mondial a été en grande partie financé par le PNUE, notamment les travaux effectués par le GESAMP. Les contributions provenant de partenariats avec le secteur privé sont, pour le moment, en deçà du niveau espéré.

**e) Réseau d'action internationale en faveur des récifs coralliens (ICRAN)**

14. L'ICRAN est une entreprise commune à laquelle participent plusieurs partenaires<sup>i</sup>. Il a pour objet d'enrayer la tendance à la détérioration des récifs de coraux dans le monde. Il a débuté par une phase de lancement<sup>j</sup> d'un an, suivie d'une « phase d'action » de quatre ans (2000-2004) conformément à un « plan stratégique ». Le plan prévoit un ensemble d'activités interdépendantes fortement complémentaires visant à faire largement connaître les méthodes permettant de bien gérer les récifs coralliens et d'en assurer la sauvegarde. À l'action stratégique sur place s'ajoutent l'évaluation et l'information de façon à optimiser la gestion efficace des comportements humains et de leurs effets sur les récifs de corail.

15. Le Plan stratégique de l'ICRAN est fondé sur les trois éléments principaux suivants : application, évaluation et communication. Le PNUE se charge de l'application, par l'intermédiaire des programmes pour les mers régionales, l'ICRAN de l'évaluation et la Coral Reef Alliance (CORAL) de la communication. Les résultats attendus de l'ICRAN sont les suivants : a) un système mondial type de gestion intégrée des zones côtières et de sites dans des zones marines protégées et des mécanismes visant à assurer que les populations côtières qui vivent près des récifs de corail dans l'ensemble du monde puissent tirer parti de ces modèles et les imiter; b) l'établissement de documents sur l'amélioration des pratiques de gestion des récifs coralliens et l'amélioration de ces récifs; c) un ensemble de documents d'information, notamment des directives concernant les meilleures méthodes de gestion des récifs coralliens, qui feront partie d'un atlas mondial des informations relatives à la gestion des récifs coralliens; d) une plus grande prise de conscience de l'importance qu'il y a à sauvegarder les récifs de corail et à en assurer une meilleure gestion grâce à une campagne d'information mondiale; e) la « base des récifs », réserve mondiale des données relatives aux récifs de corail; f) le renforcement du Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens en vue d'obtenir les données absolument indispensables sur l'état des récifs coralliens et la situation des populations qui en dépendent; g) du matériel de formation correspondant aux besoins des gestionnaires des récifs de corail et h) la création d'un fonds pour les récifs coralliens et de mécanismes visant à en favoriser la gestion et la sauvegarde.

**f) Avenir de l'environnement mondial (GEO)**

16. Le GEO est un projet à participation non limitée relatif à des évaluations globales, intégrées et orientées vers l'action de l'environnement mondial, y compris le milieu marin. Il a été lancé par le PNUE en 1995, en réponse aux demandes d'information sur l'environnement formulées dans le Programme Action 21 et se compose des deux éléments suivants : a) un processus d'évaluation mondiale – le processus GEO – intersectoriel et de type participatif, qui tient compte d'études régionales et des sensibilités régionales et tend à obtenir par voie de concertation entre les responsables de l'élaboration des politiques et les scientifiques aux niveaux régional et mondial, un consensus sur les problèmes prioritaires et les mesures qu'il est le plus urgent de prendre pour y faire face; et b) la publication de rapports périodiques d'ensemble<sup>k</sup>, qui font le bilan de l'état de l'environnement mondial et recensent les principaux sujets de préoccupation, les principales tendances et les

principaux problèmes qui apparaissent ainsi que leurs causes et leurs conséquences socioéconomiques. Les rapports contiennent aussi des conseils à l'intention des responsables de l'action gouvernementale dans des domaines tels que l'élaboration de politiques de l'environnement, la planification des mesures à prendre et l'allocation des ressources.

17. Le GEO est financé par le PNUE et coordonné par une équipe de cinq administrateurs de la Division de l'évaluation environnementale et de l'alerte rapide du PNUE, à Nairobi. Il fonctionne selon un système de collaboration faisant appel à la participation de toute une série de partenaires ou de centres dans l'ensemble du monde, au nombre desquels des instituts multidisciplinaires ayant une orientation régionale dont les activités se situent à l'intersection de la science et de la politique. En plus des centres de collaboration, les institutions associées contribuent à l'évaluation d'ensemble et y apportent les éléments propres à leur domaine de spécialisation. Les consultations régionales sont un élément essentiel de l'élaboration des évaluations GEO. Y participent des représentants désignés par les gouvernements et des représentants des divers centres de collaboration.

**g) Évaluation mondiale des eaux internationales (GIWA)**

18. L'évaluation mondiale des eaux internationales est un projet d'une durée de quatre ans dont l'objectif général est de procéder à une évaluation stratégique d'ensemble qui puisse servir au Fond pour l'environnement mondial pour déterminer les mesures qu'il y aurait lieu de prendre en priorité pour résoudre les problèmes concernant les eaux internationales ou en atténuer les effets et qui auraient des retombées bénéfiques sur l'environnement aux niveaux national, régional et mondial. À cette fin, le but du projet est de donner une évaluation complète et intégrée des eaux internationales mondiales, portant sur l'état de l'environnement et les causes des problèmes environnementaux des bassins hydrographiques transfrontières et des systèmes côtiers et maritimes qui leur sont associés.

19. La portée géographique du projet s'étend à l'ensemble du monde, avec un découpage par région. Sur le fond, il consiste en une évaluation intégrée des aspects environnementaux, scientifiques, juridiques, sociaux et économiques des problèmes environnementaux liés à l'eau ainsi que des aspects relatifs à leur gestion. Les effets sur l'environnement et les conséquences socioéconomiques seront analysés du point de vue de cinq grands domaines d'intérêt : pénuries d'eau douce, pollution, modification des habitats et des peuplements, exploitation non viable des pêcheries et d'autres ressources biologiques et changements au niveau mondial. L'analyse de la relation de cause à effet pour chaque grand domaine d'intérêt fera partie intégrante de l'analyse. La GIWA ne rassemblera que les données qui lui sont nécessaires pour procéder à une analyse itérative par étapes des problèmes liés aux eaux transfrontières et de leurs causes.

20. Le projet est exécuté par le PNUE en coopération avec l'Université suédoise de Kalmar. La coordination d'ensemble du projet est assurée par une petite équipe de spécialistes, accueillie par l'Université. Le projet est exécuté par un réseau de centres de coordination de la GIWA et d'équipes thématiques auxquelles participent des experts scientifiques et techniques, des gestionnaires et des responsables de l'action gouvernementale des pays. La GIWA est financée par le Fonds pour l'environnement mondial, le PNUE et des contributions de contrepartie des pays. Le

montant des contributions en espèces et en nature nécessaires pour une période de 49 mois est d'environ 13 millions de dollars.

#### **h) Évaluation des écosystèmes à l'aube du troisième millénaire**

21. L'Évaluation des écosystèmes à l'aube du troisième millénaire, qui a été lancée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en 2001, établira une série de quatre rapports approfondis et jusqu'à sept études plus brèves à l'intention des responsables de l'action gouvernementale, du secteur privé et de groupes de la société civile. Les études, qui sortiront sur une période de deux ans (jusqu'à fin 2003), seront publiées par l'intermédiaire des éditions Island Press après examen par de nombreux spécialistes<sup>1</sup>. L'Évaluation a pour objet d'améliorer la gestion des écosystèmes naturels et aménagés en mettant à la disposition des responsables de l'action gouvernementale et du public une information scientifique fiable orientée vers l'action sur l'état des écosystèmes, les conséquences des changements qu'ils subissent et les solutions qui pourraient y être apportées. Elle consiste en une évaluation mondiale d'ensemble et en évaluations régionales de l'état des écosystèmes et des modifications qui s'y produisent dans des collectivités, des pays et des régions sélectionnés. Elle est effectuée par un réseau international d'experts organisé en quatre groupes de travail, respectivement chargés de l'état des écosystèmes, des cas de figure, des solutions possibles et des évaluations régionales. L'Évaluation doit être étroitement coordonnée avec d'autres processus d'évaluation mondiaux – le GEO, la GIWA et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat – et sera menée en étroite collaboration avec des programmes de recherche tels que le Programme international sur la géosphère et la biosphère (PIGB), le Système mondial d'observation des océans (SMOO), le Système mondial d'observation terrestre (SMOT) et le Système mondial d'observation du climat (SMOC). Ses résultats sont essentiellement destinés aux parties aux conventions relatives aux écosystèmes.

22. L'Évaluation des écosystèmes est une entreprise qui s'étend sur quatre ans et coûtera 21 millions de dollars. Elle a été conçue en commun par des institutions spécialisées des Nations Unies, des organisations internationales à caractère scientifique et des organismes de développement en coopération avec le secteur privé et des groupes de la société civile. Le Fond pour l'environnement mondial, la Fondation pour les Nations Unies, la Fondation David et Lucile Packard, la Banque mondiale, le PNUE, le Gouvernement norvégien, la Fondation Rockefeller, la NASA, le Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales du Royaume-Uni en sont les commanditaires et les principaux bailleurs de fonds. Le secrétariat est coordonné par le PNUE. Six différentes institutions fournissent l'appui administratif, logistique et technique aux groupes de travail qui procèdent aux évaluations. Les institutions nationales prennent en charge l'essentiel du temps de travail des experts qui participent à l'Évaluation.

#### **i) Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat**

23. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale et le PNUE pour évaluer les informations scientifiques, techniques et socioéconomiques dont il y a lieu de tenir compte pour comprendre le risque que présentent les changements climatiques provoqués par l'homme. Il est parrainé conjointement par le PNUE et l'OMM et ouvert à tous les pays membres de ces organisations. Il n'effectue pas de nouvelles

recherches et ne surveille pas l'évolution des données climatiques; son analyse repose essentiellement sur des publications ou ouvrages scientifiques et techniques ayant fait l'objet d'un examen collégial. Les travaux du Groupe d'experts sont organisés lors de l'assemblée plénière qu'il tient environ une fois par an; il se compose de trois groupes de travail et d'une équipe spéciale. Le Groupe de travail I étudie les aspects scientifiques du système climatique et de l'évolution du climat; le Groupe de travail II s'occupe des questions concernant la vulnérabilité des systèmes socioéconomiques et naturels aux changements climatiques, les conséquences négatives et positives éventuelles et probables de ces changements et les possibilités de s'y adapter; le Groupe de travail III évalue les solutions envisageables pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ou atténuer de toute autre manière les changements climatiques. L'Équipe spéciale supervise le programme sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre.

24. Lors de son assemblée plénière, le Groupe d'experts accepte ou approuve les rapports qu'il a établis ainsi que son budget et procède à l'élection de son Président et de son Bureau. Il a publié trois rapports d'évaluation. Le premier, publié en 1990, a largement contribué à amener l'Assemblée générale à établir le Comité intergouvernemental de négociations qui a élaboré la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le deuxième, qui a été adopté en 1995, a contribué au bon déroulement des négociations qui ont abouti à l'adoption, en 1997, du Protocole de Kyoto relatifs à la Convention-cadre. Le troisième, publié en 2001, présente une évaluation complète et actualisée des aspects scientifiques, techniques et socioéconomiques de l'évolution du climat qu'il convient de prendre en considération pour le choix des orientations<sup>m</sup>, en s'attachant aux faits nouveaux survenus depuis 1995 et en accordant une plus grande attention aux aspects régionaux. Un quatrième rapport d'évaluation devrait être prêt en 2007.

25. Le Groupe d'experts dispose d'un petit secrétariat (deux administrateurs et trois agents d'appui), qui est installé au siège de l'OMM, financé conjointement par l'OMM et le PNUE et administré par l'OMM. Le Fonds d'affectation spécial est alimenté par les contributions annuelles des gouvernements sur la base d'un barème adopté par le Groupe d'experts, des contributions en espèces du PNUE et de l'OMM et d'autres contributions en espèces volontaires. Le budget moyen annuel du Groupe d'experts est d'environ 2,5 millions de dollars. Le Fonds d'affectation spécial commun OMM/PNUE pour le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat fournit l'essentiel de l'appui financier, auquel s'ajoutent des contributions en nature. L'OMM prend à sa charge les dépenses afférentes au Secrétaire du Groupe d'experts et à l'hébergement du secrétariat et le PNUE les dépenses afférentes à un administrateur de programme. Les gouvernements financent les dépenses afférentes à certaines réunions et journées d'étude ainsi que le coût de la traduction et de la publication des documents.

## **2. Évaluations régionales**

### **a) Convention OSPAR et Convention d'Helsinki**

26. La Convention pour la protection du milieu marin dans l'Atlantique du Nord-Est (Convention OSPAR) et la Convention sur la protection du milieu marin dans la zone de la mer Baltique (Convention d'Helsinki) ont évolué sans l'assistance du PNUE<sup>n</sup>. Un secrétariat et des commissions, qui sont financés par les États parties, ont été mis en place pour la Convention OSPAR et la Convention d'Helsinki.

27. La Commission OSPAR publie régulièrement des évaluations conjointes de la qualité du milieu marin dans la zone couverte par la Convention. Des bilans de santé ont été établis pour cinq régions de l'Atlantique du Nord-Est<sup>o</sup> qui, avec les travaux effectués antérieurement dans le cadre du bilan de santé de 1993 pour la mer du Nord, du Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique et du Groupe de coordination pour la mer d'Irlande, constituent la base de la publication la plus récente de la Commission OSPAR intitulée « Bilan de santé 2000 pour l'Atlantique du Nord-Est ». Ces évaluations déterminent l'efficacité des mesures prises ou prévues pour la protection du milieu marin et identifient les mesures prioritaires.

28. La Commission d'Helsinki a également évalué les effets de différents polluants sur les ressources naturelles de la mer Baltique au cours des 20 dernières années. Les rapports d'évaluation qui en résultent constituent des recueils uniques de faits scientifiques obtenus grâce à une coopération remarquable entre les membres de la communauté scientifique dans la région de la mer Baltique. L'évaluation la plus récente, la « Quatrième Évaluation périodique de l'état de l'environnement dans la zone de la mer Baltique, 1994-1998 », est fondée sur les contributions de 150 scientifiques de tous les États riverains de la mer Baltique. Cette coopération active a servi de base pour l'évaluation des tendances, en identifiant ce qui ou qui est responsable des changements – qu'il s'agisse d'activités humaines ou de variations naturelles – et a permis finalement de déterminer le succès des mesures de protection dans la région de la mer Baltique.

#### **b) Programmes des mers régionales**

29. Le PNUE a joué un rôle de chef de file pour lancer ou appuyer les négociations concernant un certain nombre de conventions pour les mers régionales. La plupart des conventions pour les mers régionales sont des conventions-cadres globales, dont le texte principal contient des dispositions générales et est complété par plusieurs protocoles ou annexes précisant les mesures concrètes qui doivent être appliquées par les Parties contractantes<sup>p</sup>. Toutes les conventions pour les mers régionales sont liées à des programmes spécifiques appuyant la mise en oeuvre des dispositions des conventions et de leurs protocoles. Les activités spécifiques concernant une région dépendent des besoins et des priorités dans cette région<sup>q</sup>.

30. Le PNUE fournit des services de secrétariat pour quatre conventions et sept plans d'action, soit directement par l'intermédiaire de son siège à Nairobi ou par le biais de groupes régionaux de coordination qui fonctionnent sous l'autorité des Parties contractantes et sont gérés par le PNUE pour leur compte. Les autres conventions et plans d'action pour les mers régionales ont des secrétariats établis et maintenus par les Parties contractantes à ces conventions. Les secrétariats donnent des orientations générales et coordonnent les activités convenues au niveau régional. Au niveau des pays, la coordination interne de ces activités incombe à des coordonnateurs nationaux nommés par chaque Partie contractante. Pour l'exécution et la coordination de certaines activités spécifiques, en particulier celles qui concernent des dispositions ayant force obligatoire (par exemple, les protocoles adoptés en vertu des conventions), des centres d'activité régionaux ont été créés en vertu de décisions des Parties contractantes. La plupart de ces centres sont des institutions nationales ayant un rôle régional qui leur a été confié par les réunions des Parties contractantes et fonctionnent grâce à un financement au titre d'un projet. L'un des quatre éléments de la stratégie globale suivie dans le cadre des plans d'action est « l'évaluation de l'état du milieu marin et côtier, de l'évolution de la

santé de ce milieu, des sources de dégradation du milieu marin et côtier, et de l'impact de cette dégradation sur la santé humaine, les écosystèmes et les valeurs d'agrément<sup>1</sup>».

31. Le PNUE a fourni les fonds de lancement pour le développement des conventions et des plans d'action y relatifs élaborés sous son égide. Les dépenses communes relatives à l'application des conventions et de leurs plans d'action (telles que pour les services de secrétariat, les réunions, la coordination, la formation) sont couvertes grâce à des fonds d'affectation spéciale établis par les Parties contractantes à chaque convention. Chaque gouvernement finance l'application des conventions et des plans d'action au niveau national, mais une assistance considérable est offerte aux pays en développement également grâce au fonds d'affectation spéciale créé pour chaque convention. En outre, il y a des projets qui sont financés ou cofinancés grâce à des ressources obtenues, au titre d'un projet, de sources extérieures (par exemple, le FEM et l'Union européenne) ou au moyen de contributions spécialement affectées par les gouvernements.

### **c) Organismes régionaux de gestion des pêches**

32. Il existe un réseau croissant d'organismes régionaux de gestion des pêches, qui relèvent ou ne relèvent pas de la FAO. Selon leur portée et leurs objectifs, ces organismes peuvent avoir différents types et niveaux d'activité visant à la mise en place et à l'application d'une gestion améliorée des pêches et des ressources halieutiques, à une amélioration de la collecte et de l'échange de données et d'informations scientifiques, à la promotion et à la diffusion de conseils techniques et de principes sur les pêches parmi leurs membres et à la création de partenariats avec d'autres organismes de gestion des pêches.

33. Le Département des pêches de la FAO a appuyé l'établissement et le renforcement d'un nombre important d'organismes régionaux de gestion des pêches, et s'est efforcé de promouvoir la coopération, les échanges d'informations et la mise au point de mesures techniques et directrices afin d'appuyer les pêches durables et la conservation des ressources halieutiques. La FAO a organisé un certain nombre de réunions d'organismes régionaux de gestion des pêches, et leurs résultats ont été examinés par le Comité des pêches de la FAO. Lors de leur dernière réunion, les organismes régionaux de gestion des pêches ont examiné les décisions prises par le Comité des pêches à sa session de 2003 qui les intéressaient ainsi que les conclusions d'une étude effectuée récemment par la FAO sur le rôle des organismes et arrangements internationaux de gestion des pêches et d'autres organes qui s'occupent de la conservation et de la gestion des ressources aquatiques biologiques. Les participants à la réunion ont examiné en outre, les facteurs externes qui influencent la gestion des pêches, les efforts déployés en partenariat par les organismes régionaux de gestion des pêches et la FAO pour mettre en place l'Observatoire des ressources halieutiques (réseau FIRMS), les incidences du Sommet mondial pour le développement durable sur les organismes régionaux de gestion des pêches, et les méthodes en vue d'incorporer les aspects des écosystèmes dans la gestion des pêches par ces organismes.

34. Dans le contexte du processus proposé d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin et des évaluations régionales connexes, une importance particulière est attachée à la mise en place de l'Observatoire des ressources halieutiques, un réseau mondial de collaboration visant à exercer une surveillance et à échanger des

informations sur les pêches, les ressources halieutiques et leur gestion. Le réseau de partenariats FIRMS, qui est établi dans le cadre du Système mondial d'information sur les pêches de la FAO, a pour objet d'améliorer à la fois la qualité et la portée de la surveillance mondiale des ressources halieutiques : a) en fournissant des informations détaillées, harmonisées, actualisées et dont la qualité a été contrôlée sur les pêches et les ressources halieutiques, en utilisant des données et des méthodes normalisées; b) en permettant une collaboration entre les partenaires du réseau FIRMS, notamment les organismes régionaux de gestion des pêches, les institutions scientifiques nationales et d'autres organes, qui fournissent des informations en vertu de leurs mandats respectifs et qui appliquent en commun des normes et des méthodes convenues; c) en facilitant un flux d'informations rationalisées grâce à l'intégration systématique des données nationales aux niveaux régional et mondial; et d) en encourageant des modifications des politiques et en appuyant les politiques relatives à une pêche responsable grâce à la diffusion d'informations sur des questions stratégiques telles que la pauvreté, la sécurité alimentaire, la surcapacité et la pêche excessive, la gestion fondée sur les écosystèmes, les effets climatiques, etc.

35. La FAO analyse, synthétise et publie régulièrement de telles informations sur les ressources halieutiques, aux niveaux régional et mondial, dans ses publications biennales intitulées *Reviews of the State of the World Marine Fishery Resources et State of the World Fisheries and Aquaculture*

## Notes

<sup>a</sup> Les organismes des Nations Unies qui parrainent actuellement le GESAMP sont les suivants : Organisation maritime internationale (OMI), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation mondiale de la santé (OMS), Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ONU et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

<sup>b</sup> Voir, par exemple, « A Sea of Troubles », Rapports et études du GESAMP No 70, 2001.

<sup>c</sup> Voir, par exemple, le rapport intitulé « Protection des océans contre la pollution due aux activités terrestres : sources et activités terrestres affectant la qualité et les utilisations du milieu marin, des zones côtières et du milieu dulçaquicole associé », Rapports et études du GESAMP No 71, 2001.

<sup>d</sup> « Guidelines for marine environmental assessment » (Directives pour l'évaluation du milieu marin), GESAMP, 1994.

<sup>e</sup> Les organismes qui participent à l'élaboration de l'Atlas sont les suivants : ONU, PNUE, FAO, CIO, OMS, OMI, AIEA, secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, United States National Oceanographic and Atmospheric Administration et Département de la navigation et de l'océanographie du Ministère de la défense de la Fédération de Russie.

<sup>f</sup> A/51/116, annexe II, par. 3 et 4.

<sup>g</sup> OMS, AIEA, OMI et FAO; pour chaque catégorie de source de pollution, le PNUE ou l'une des organisations exerce les fonctions de chef de file.

<sup>h</sup> Les évaluations ont été publiées par le PNUE dans la série des rapports et études concernant les mers régionales et peuvent aussi être consultées sur le site Web du Programme d'action mondiale : <www.gpa.unep.org>.

<sup>i</sup> Les organismes fondateurs de l'ICRAN sont le World Fish Center (ancien Centre international de gestion des ressources aquatiques biologiques), le PNUE, le World Resources Institute (WRI), le Centre mondial de surveillance pour la conservation, le Réseau mondial de

surveillance des récifs coralliens, l'Initiative internationale pour les récifs coralliens – Comité de coordination de la planification et la Coral Reef Alliance.

<sup>j</sup> La phase de lancement a été financée par la Fondation pour les Nations Unies.

<sup>k</sup> Le dernier rapport est le GEO-3 : *Global Environment Outlook 3 – Past, present and future perspectives*. Les précédents rapports étaient le GEO-1, publié en 1997, et le GEO-2, publié en 1999.

<sup>l</sup> La première de ces études, intitulée « Ecosystems and Human Well-being: A Framework for Assessment », a été publiée en septembre 2003. Elle peut aussi être consultée sur le site Web de l'Évaluation des écosystèmes à l'aube du troisième millénaire : [www.millenniumassessment.org](http://www.millenniumassessment.org).

<sup>m</sup> Conformément aux Principes régissant les travaux du Groupe d'experts que le Groupe d'experts a adoptés à sa quatorzième session en 1998, les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat doivent être politiquement neutres, bien qu'ils puissent avoir à traiter objectivement de facteurs scientifiques, techniques et socioéconomiques relatifs à l'application de politiques particulières; les Principes prévoient aussi que les documents du Groupe d'experts sont soumis à l'examen des spécialistes très qualifiés et des gouvernements (Principes 2 et 3).

<sup>n</sup> Il y a 11 grandes conventions pour les mers régionales qui sont en vigueur : Helsinki (1992), Barcelone (1976 – révisée en 1995), Koweït (1978), Abidjan (1981), Lima (1981), Djedda (1982), Carthage (1983), Nairobi (1985), Nouméa (1986), Bucarest (1992) et la Convention d'Oslo et de Paris pour la protection du milieu marin dans l'Atlantique du Nord-Est (Convention OSPAR) (1992). Outre les conventions qui sont en vigueur, il y a deux autres conventions pour des mers régionales qui font l'objet de négociations : une convention pour la mer Caspienne et une autre pour le Pacifique du Nord-Est.

<sup>o</sup> Région I : eaux arctiques; région II : la grande mer du Nord; région III : les mers Celtiques; région IV : le golfe de Gascogne et la côte ibérique; et région V : la haute mer de l'Atlantique.

<sup>p</sup> Un certain nombre de conventions régionales, en particulier celles qui ont été adoptées au début des années 70, ont été amendées ou même entièrement révisées afin de tenir compte des préoccupations croissantes des Parties contractantes au sujet des problèmes complexes du milieu marin. La modification la plus radicale a été la fusion de deux conventions en une nouvelle convention, la Convention OSPAR. D'autres révisions et amendements sont envisagés pour certaines conventions.

<sup>q</sup> Bien que les premiers plans d'action aient été centrés sur la protection du milieu marin contre la pollution, les plans d'action adoptés ultérieurement ont accordé la priorité à toutes les questions concernant le développement et la protection du milieu marin et de ses ressources. Les révisions périodiques des plans d'action ont élargi leur portée afin de mettre l'accent sur les questions relatives à la gestion et à l'utilisation intégrées du milieu côtier et marin, selon des principes recommandés dans l'Action 21. Dans certaines régions, des efforts résolus sont déployés afin d'accorder une plus grande attention aux problèmes spécifiques des petits États insulaires en développement, à la gestion des bassins fluviaux et aux effets potentiels des changements climatiques.

<sup>r</sup> Deux évaluations régionales sont citées comme exemples du type de rapports périodiques qui doivent être établis par les secrétariats des conventions pour les mers régionales : « L'état du milieu marin et côtier dans la région méditerranéenne » (rapport technique No 100 du Plan d'action pour la Méditerranée, PNUE, Athènes, 1996) et « Bilan de santé 2000 » (Commission OSPAR, Paris, 2000).



## Annexe II

### Résumé des réponses concernant les modalités proposées pour l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin

#### Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
A. États Membres . . . . .	1–9	35
1. Observations générales . . . . .	1–2	35
2. Observations précises . . . . .	3–9	35
a) Raisons justifiant l'établissement d'un processus d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies . . . . .	3	35
b) Caractéristiques du processus d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin . . . . .	4	36
c) Évaluation mondiale de l'état du milieu marin et gestion des océans . .	5	36
d) Mécanisme ou structure de l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin . . . . .	6	36
e) Financement du processus d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin . . . . .	7	36
f) Renforcement des capacités . . . . .	8	37
g) Institution hôte ou secrétariat . . . . .	9	37
B. Départements, commissions régionales et programmes de l'Organisation des Nations Unies . . . . .	10–14	37
1. Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU .	10	37
2. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) . . . . .	11	38
3. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) . . . . .	12–14	38
C. Institutions spécialisées, Bureau hydrographique international . . . . .	15–28	39
1. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) .	15–17	39
2. Organisation maritime internationale (OMI) . . . . .	18	40
3. Commission océanographique intergouvernementale (COI) . . . . .	19–22	40
4. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	23	42
5. Organisation mondiale de la santé (OMS) . . . . .	24	42
6. Organisation météorologique mondiale (OMM) . . . . .	25	42
7. Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) . . . . .	26–27	43
8. Bureau hydrographique international (BHI) . . . . .	28	43
D. Le mécanisme interinstitutions : GESAMP . . . . .	29–36	44

E.	Secrétariats des Conventions . . . . .	37–43	46
1.	Convention sur la diversité biologique . . . . .	37–38	46
2.	Convention de Londres de 1972 (Organisation maritime internationale). . . . .	39	46
3.	Convention de Ramsar . . . . .	40–43	46
F.	Organismes intergouvernementaux mondiaux n'appartenant pas au système des Nations Unies. . . . .	44	47
	Organisation de coopération et de développement économiques . . . . .	44	47
G.	Organismes intergouvernementaux régionaux . . . . .	45–49	48
1.	Union européenne . . . . .	45–46	48
2.	Agence européenne pour l'environnement . . . . .	47–48	48
3.	Baltique 21. . . . .	49	48
H.	Organisations régionales de gestion des pêches . . . . .	50–51	49
1.	Commission interaméricaine du thon tropical . . . . .	50	49
2.	Commission des poissons anadromes du Pacifique Nord . . . . .	51	50
I.	Organisations non gouvernementales . . . . .	52–55	50
1.	Census of Marine Life . . . . .	52	50
2.	Institut international de l'océan . . . . .	53	50
3.	Projet de vérification des récifs coralliens . . . . .	54	50
4.	Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources . . . . .	55	51

## A. États Membres

### 1. Observations générales

1. Les États ont exprimé leur ferme appui à la mise en place d'un mécanisme d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin, qui avait été approuvée par la communauté internationale lors du Sommet mondial pour le développement durable et confirmée par l'Assemblée générale dans sa résolution 57/141 du 12 décembre 2002, en vue de contribuer à une meilleure gestion des océans pour la protection du milieu marin. Ils ont souligné qu'ils approuvaient les débats qui avaient eu lieu à Reykjavik et à Brême et ont fait observer que l'enquête du PNUE/Centre mondial de surveillance pour la conservation donnait un bon aperçu des évaluations régionales en cours qui serviraient de base aux évaluations mondiales régulières. Il y avait un accord général sur la nécessité d'avoir un aperçu mondial de l'état du milieu marin pour prévoir les tendances futures sur la base de scénarios et sur la nécessité d'obtenir des conseils concernant les mesures permettant de réagir plus efficacement face aux menaces posées par les effets négatifs des activités humaines sur le milieu marin et les ressources marines. Certains États ont estimé que l'examen de l'état du milieu marin effectué par le Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin (GESAMP) dans son rapport intitulé « A Sea of Troubles<sup>a</sup> » constituait un apport utile pour la mise en place du processus.

2. Les États ont estimé qu'on pourrait adopter une approche fondée sur les écosystèmes pour l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin et que certains projets en cours ou prévus concernant les grands écosystèmes marins pourraient servir de base pour la mise en place de l'évaluation mondiale et qu'afin d'éviter les doubles emplois, les résultats des activités d'évaluation menées dans le cadre des organisations ou des conventions pour les mers régionales doivent être utilisés d'une manière coordonnée. Les États considéraient qu'il était fondamental que « tous » les organismes des Nations Unies mentionnés dans la résolution 57/141 de l'Assemblée générale s'engagent à participer activement à l'évaluation mondiale. Obtenir une évaluation régulière et actualisée de l'état de tous les aspects du milieu marin, y compris un examen des incidences socioéconomiques, serait certainement une tâche difficile et exigeant de nombreuses ressources.

### 2. Observations précises

#### a) **Raisons justifiant l'établissement d'un processus d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies**

3. Le processus d'évaluation mondiale permettrait aux responsables des politiques et à d'autres parties prenantes d'aborder les problèmes du milieu marin d'une manière globale et intégrée en se fondant sur des informations accessibles et faisant autorité sur l'état du milieu marin, au lieu des informations existantes qui sont considérées comme fragmentaires et caractérisées par un manque de cohérence et de comparabilité. Le nouveau processus devrait permettre de pallier le manque de scénarios décrivant les conséquences socioéconomiques de la dégradation du milieu marin si les pratiques actuelles restent inchangées ou, d'autre part, les avantages qui pourraient être tirés d'un niveau donné d'intervention gouvernementale.

**b) Caractéristiques du processus d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin**

4. Les États ont souligné que le processus d'évaluation mondiale devrait permettre d'obtenir un aperçu régulier et cohérent de l'état du milieu marin, en particulier dans les domaines où il y a un manque d'informations (tels que la santé et la sécurité alimentaire). Le processus devrait être fondé sur les réseaux existants d'organismes des Nations Unies et sur leurs programmes et devraient, en particulier, s'appuyer sur les évaluations régionales existantes ainsi que les évaluations élaborées, par exemple, par le GESAMP et l'Évaluation mondiale intégrée des eaux internationales (GIWA). Certains États ont estimé que l'évaluation mondiale pourrait encourager une meilleure coopération entre les organismes des Nations Unies, dont les activités sont souvent entravées par une concurrence au sujet des ressources.

**c) Évaluation mondiale de l'état du milieu marin et gestion des océans**

5. Certains États ont estimé que le processus d'évaluation mondiale devrait relever de l'Assemblée générale, qui a des fonctions générales de contrôle et d'orientation en ce qui concerne les océans et les mers. Les rapports ou les recommandations découlant de l'Évaluation mondiale pourraient être intégrés ou joints en annexe au rapport annuel du Secrétaire général sur les océans et le droit de la mer. Le Processus consultatif officieux fournissait déjà de larges contributions inclusives au débat de l'Assemblée générale. Selon d'autres États, le processus d'évaluation mondiale pourrait aussi être adapté à la structure intergouvernementale de prise de décisions établie par la Convention sur le droit de la mer et ses accords d'application. Une question a également été soulevée au sujet des relations entre le processus d'évaluation mondiale et le nouveau mécanisme de coordination et de coopération interinstitutions au sein du système des Nations Unies.

**d) Mécanisme ou structure de l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin**

6. Certains États ont souligné que tout mécanisme qui serait mis en place devrait prévoir la participation des gouvernements. L'expérience du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat pourrait fournir certaines orientations. La crédibilité a été mise en évidence comme un aspect essentiel du nouveau processus, qui devrait également être inclusif et transparent. Parmi ses fonctions, le rapport mondial qui sera élaboré pourrait synthétiser les évaluations régionales, identifier les lacunes et les scénarios, évaluer la qualité des données, définir les limites des écosystèmes et mettre en place un site Web efficace. On s'attendait également à ce que le processus d'évaluation mondiale aboutisse à l'adoption de normes ou de critères, qui permettraient d'effectuer des comparaisons entre les différentes zones géographiques. Tous les résultats seraient soumis à un processus d'examen et de contrôle réciproques.

**e) Financement du processus d'évaluation mondiale de l'état du milieu marin**

7. Le bon fonctionnement et l'efficacité du processus d'évaluation mondiale serait assuré grâce à une base financière appropriée et prévisible, qui n'entraverait pas l'exécution des tâches et des responsabilités existantes en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

**f) Renforcement des capacités**

8. On a considéré qu'il était important de faire participer au processus d'évaluation mondiale les utilisateurs finals de l'évaluation. On a fait observer que le système des Nations Unies imposait déjà de nombreuses obligations en matière d'établissement de rapports aux États, ce qui entraînait une lourde charge pour les États en développement qui, le plus souvent, n'avaient pas les capacités scientifiques et administratives nécessaires pour recueillir et analyser les données. Le nouveau processus d'évaluation mondiale devrait limiter le plus possible ces obligations en matière d'établissement de rapports et une attention particulière devrait être accordée aux moyens de faciliter la collecte et l'analyse de données et d'informations dans les zones marines appartenant à des pays en développement et à de petits États insulaires en développement, où des mécanismes appropriés n'avaient pas encore été mis en place.

**g) Institution hôte ou secrétariat**

9. Les États qui ont répondu ont estimé que la question d'une institution hôte ou d'un secrétariat, y compris la question des ressources et capacités requises, ne pourrait être réglée que lorsque les principaux éléments du processus auraient été identifiés. Toutefois, il était suggéré que le rapport du Secrétaire général sur l'évaluation mondiale de l'état du milieu marin pourrait mentionner des sources éventuelles de financement du processus d'évaluation mondiale.

**B. Départements, commissions régionales et programmes de l'Organisation des Nations Unies**

**1. Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU**

10. Le Département des affaires économiques et sociales a fait observer que le chapitre 17 d'Action 21 mentionnait la nécessité d'examiner régulièrement les questions relatives à l'environnement marin et au développement des zones marines. Lors de plusieurs réunions, la Commission du développement durable avait examiné les questions relatives aux océans et aux mers (1996, 1997 et 1999) et avait abordé la question de l'établissement de l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin, en soulignant l'importance de la collecte et de la diffusion d'informations sur les sciences marines. À cet égard, le Département a confirmé qu'en tant que secrétariat de la Commission du développement durable, il avait appuyé pleinement la décision prise lors du Sommet mondial pour le développement durable concernant l'établissement du processus d'évaluation mondiale qui devrait adopter une approche intégrée et coordonnée, tenir compte des intérêts et des compétences de toutes les parties prenantes et ne pas faire double emploi avec les activités existantes d'évaluation du milieu marin. Le Département a fait observer que le GESAMP constituait une source précieuse de conseils indépendants d'experts, qui avait été reconnue par la Commission du développement durable et d'autres organes intergouvernementaux. L'examen effectué récemment par le GESAMP devrait lui permettre de jouer un rôle encore plus important dans les initiatives actuelles. Le Département attendait avec intérêt de collaborer avec la Division des affaires maritimes et du droit de la mer et d'autres partenaires de la communauté internationale afin d'appliquer les décisions prises au sujet de l'évaluation mondiale.

## **2. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)**

11. La CESAO a souligné l'importance des aspects socioéconomiques de l'état du milieu marin. En lançant une mise en garde au sujet des doubles emplois, la CESAO a fait observer que le PNUE, le Plan d'action pour la Méditerranée, la Commission méditerranéenne sur le développement durable et le Programme d'assistance technique pour la protection de l'environnement dans la Méditerranée avaient tous pour mandat d'effectuer des évaluations dans la région de la CESAO; par conséquent, le processus d'évaluation mondiale devrait faire en sorte qu'il y ait des complémentarités et des interactions entre les organisations régionales et internationales pertinentes. Étant donné que les activités pertinentes de la CESAO portaient exclusivement sur l'évaluation des questions de commerce et d'environnement, la Commission proposait de fournir une assistance pour le suivi des aspects socioéconomiques relatifs aux questions commerciales et aux questions concernant le milieu marin (par exemple, le secteur des pêches). Toutefois, cette proposition dépendrait des ressources disponibles.

## **3. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)**

12. Le PNUE a fait observer que le Conseil d'administration du PNUE, dans la partie II de sa décision 22/1 du 7 février 2003<sup>b</sup> s'était félicité du fait que les résultats des consultations organisées par le PNUE conformément à la décision 21/13 du Conseil daté du 9 février 2001<sup>c</sup> avaient contribué dans une large mesure à la réalisation de l'objectif fixé dans le Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable<sup>d</sup>. Afin d'appliquer la décision 22/1 du Conseil d'administration, le PNUE a proposé les activités suivantes : a) des consultations à l'échelle du PNUE sur la contribution du Programme au processus d'évaluation<sup>e</sup>; b) la présentation des conclusions pertinentes des activités relatives à l'évaluation actuelle du PNUE en tant que contributions à l'évaluation mondiale, tels que les résultats de l'Évaluation mondiale intégrée des eaux internationales, l'Évaluation des écosystèmes à l'aube du troisième Millénaire et les livrets prévus de données mises à jour sur l'environnement de GEO/Marine et des petits États insulaires en développement; c) une réunion d'experts sur les modalités, l'objectif et la méthode de l'évaluation où des experts seraient invités, en particulier grâce à un appui financier pour la participation d'experts des pays en développement; d) l'établissement d'un fonds d'affectation spéciale, comme cela était demandé par le Conseil d'administration du PNUE, en vue de la participation des pays en développement à la composante évaluation du PNUE; et e) l'élaboration d'un rapport sur la manière dont le PNUE peut contribuer à l'évaluation mondiale.

13. Selon le PNUE, il faudrait établir une procédure d'évaluation complexe, selon laquelle les différents organismes peuvent contribuer à l'évaluation dans un cadre commun. L'« approche de partenariats modulaires » du PNUE (voir annexe IV) concernant l'évaluation mondiale visait à mettre en place un processus régulier, continu et rentable fondé sur les programmes existants et en cours et les ressources disponibles. Afin de lancer ce processus, un groupe de travail pour l'évaluation mondiale composé de représentants des organismes des Nations Unies et d'autres organisations pourrait être constitué. Il pourrait définir les domaines de responsabilité, la contribution et la coopération des organismes participants en se fondant sur leur mandat et leurs compétences de base, et identifier les besoins et les lacunes des évaluations en tenant compte des évaluations existantes et des activités

pertinentes de tous les organismes participants. Chaque organisme des Nations Unies serait responsable d'un module d'évaluation conformément à son mandat. Afin d'assurer la crédibilité scientifique et l'utilité pour les usagers, les modules d'évaluation seraient mis au point en consultation étroite avec les parties prenantes et en mobilisant des experts scientifiques indépendants. Chaque module comprendrait des évaluations mondiales et thématiques. Un élément essentiel serait des mécanismes en vue d'un appui aux évaluations sous-mondiales et d'une interaction avec elles. Chaque module comprendrait des activités visant à assurer la participation d'experts des pays en développement et le renforcement des capacités dans ces pays. Des rapports de synthèse généraux mondiaux seraient élaborés à intervalles réguliers en partenariat avec les organismes, les experts scientifiques et les parties prenantes. L'approche de partenariats modulaires permettrait d'établir des liens entre le processus régulier d'évaluation et d'établissement de rapports et les différentes instances intergouvernementales pertinentes, et ensuite de faire rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies.

14. Le PNUE était disposé à assumer la responsabilité de la composante environnementale de l'évaluation. En outre, conformément à la partie I.A de la décision 22/1 du Conseil d'administration<sup>f</sup>, le Directeur exécutif a lancé un large processus consultatif afin de renforcer davantage la base scientifique du PNUE. Finalement, le PNUE a réaffirmé l'importance vitale d'assurer que les modalités de l'évaluation mondiale soient scientifiquement crédibles, essentielles, pertinentes et légitimes.

## **C. Institutions spécialisées, Bureau hydrographique international<sup>g</sup>**

### **1. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

15. La FAO appuie la recommandation concernant l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin et elle a l'intention d'apporter sa contribution. Elle a réaffirmé qu'il faudrait utiliser les mécanismes et le cadre existants, afin d'éviter les doubles emplois et ne pas créer de nouvelles structures. À son avis, cette entreprise appelait une « collaboration plus efficace » entre les organismes compétents des Nations Unies et la « pleine intégration » des initiatives et des moyens actuellement en place au niveau international. Ses rapports périodiques détaillés et pluridisciplinaires sur les ressources marines et les pêcheries dans le monde pouvaient d'ailleurs être utilisés dans le processus de l'Évaluation mondiale. Outre ces rapports, la FAO publie également des informations sur les pêcheries du monde par le biais de systèmes d'information en ligne, comme le Système mondial d'information sur les pêches et, surtout, l'Observatoire des ressources halieutiques, qui visent à permettre la consultation d'informations de qualité sur l'observation des ressources marines au niveau mondial. L'Observatoire est un partenariat d'organisations internationales, d'organes régionaux des pêches et d'établissements scientifiques nationaux collaborant dans le cadre d'un accord en bonne et due forme. La FAO a également souligné l'importance et la priorité qu'il faudra donner à « l'Atlas des océans » de l'ONU lorsqu'il s'agira d'établir des rapports.

16. La FAO estimait que le GESAMP, avec son expérience de l'examen scientifique de l'état de l'environnement marin<sup>h</sup> avait un rôle important à jouer dans l'Évaluation mondiale. Elle reconnaissait et soutenait vigoureusement le GESAMP comme organe consultatif scientifique indépendant du système des Nations Unies,

particulièrement apte, du fait de sa mission, à s'acquitter des fonctions suivantes dans le cadre de l'Évaluation mondiale : a) présenter un panorama « scientifique et technique » des travaux des organismes des Nations Unies en matière d'évaluation du milieu marin et activités connexes et suggérer les moyens d'améliorer et de mieux coordonner et intégrer ces activités (c'est-à-dire procéder à un examen collégial); b) présenter des examens scientifiques, analyses et conseils sur certaines questions ayant trait à l'état de l'environnement marin, sa protection et sa gestion ainsi que la recherche s'y rapportant (sur demande); c) formuler « directives scientifiques et techniques » sur la conception et le déroulement des travaux d'évaluation de l'environnement marin; d) faire la synthèse des résultats des évaluations régionales et thématiques et des études scientifiques effectuées par les organismes des Nations Unies et leurs partenaires pour obtenir une évaluation mondiale de l'environnement marin; et e) en même temps, identifier les questions nouvelles concernant la dégradation ou la gestion de l'environnement marin qui intéressent les gouvernements et les organismes de financement.

17. Ces rapports établis à l'échelle mondiale devraient assurer au maximum l'intégration, la complémentarité et la synergie avec d'autres initiatives, programmes, mécanismes et cadres d'évaluation et de présentation de rapports. La FAO a souligné qu'une conception fragmentaire de la collaboration concernant les océans (l'Évaluation mondiale n'en étant qu'un aspect) ne serait pas efficace s'il n'est pas prévu que les organismes des Nations Unies se rencontrent régulièrement, examinent leurs programmes d'ensemble concernant les océans, identifient des terrains communs, des conflits, des synergies potentielles, des projets communs, etc.

## **2. Organisation maritime internationale (OMI)**

18. En général, l'OMI considérerait que le mécanisme de présentation des rapports mis en place pour la Commission du développement durable pourrait servir de modèle pour la nouvelle initiative. Ce mécanisme avait permis à la Commission de faire rapport sur les nombreuses activités de suivi du chapitre 17 d'Action 21 (document de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et développement). Pour l'OMI, le processus de l'Évaluation mondiale devrait lui offrir le moyen de démontrer les résultats obtenus dans la protection de l'environnement marin quant à la pollution liée aux transports et aux sources terrestres<sup>i</sup>.

## **3. Commission océanographique intergouvernementale (COI)**

19. La COI a fait observer qu'à la réunion de Brême, les répercussions de l'Évaluation mondiale sur la gestion des océans avaient été très appréciées et un cadre général, comportant un aspect régional et un aspect mondial, avait été défini. Les recommandations de la réunion de Brême étaient l'expression d'un vaste consensus auquel étaient parvenus les représentants des institutions nationales, des gouvernements et des organismes et programmes régionaux et mondiaux. La COI recommandait donc fortement que les recommandations et conclusions de réunion de Brême forment la base des modalités de l'Évaluation mondiale, ainsi que l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 57/141. Ceci déboucherait sur l'Élaboration d'un mécanisme qui améliorerait la gestion des océans en aidant les États à s'acquitter de leurs responsabilités en tant que parties aux instruments internationaux pertinents c'est-à-dire la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques,



la Convention sur la diversité biologique, la Convention concernant les mers régionales, la Convention de Londres de 1972, entre autres.

20. Le Conseil exécutif de la COI avait adopté à sa trente-cinquième session (2002) la résolution EC-XXXV.3 sur la faisabilité de l'instauration d'un processus systématique d'Évaluation mondiale demandant au Secrétaire exécutif : a) d'examiner avec le PNUE et autres partenaires pertinents la possibilité pour la COI de prendre la direction du programme d'évaluation, s'agissant notamment de mobiliser les fonds nécessaires avec le concours des gouvernements, des organismes internationaux et des organisations donatrices, et de coopérer avec d'autres programmes mondiaux d'évaluation; et b) de faire rapport à l'Assemblée, lors de sa prochaine session ordinaire, sur l'état d'avancement de la question notamment en ce qui concerne les incidences quant aux ressources humaines et financières requises du rôle de direction assumé par la COI dans le programme d'évaluation. À sa vingt-deuxième session (24 juin-2 juillet 2003), l'Assemblée de la COI, reconnaissant la nécessité d'établir un lien entre la science et la formulation des politiques et de faire du renforcement durable des capacités dans les pays en développement un élément intrinsèque de l'évaluation, a demandé au Secrétaire exécutif : a) de prévoir une contribution appropriée de la COI et de ses programmes, s'agissant notamment de la possibilité de prendre la direction des opérations, dans la préparation des propositions concernant les modalités de l'Évaluation mondiale; et b) de chercher à obtenir, en coopération avec d'autres organisations intéressées, des ressources extrabudgétaires notamment pour la Commission, en appui à son rôle dans le processus ordinaire pour l'Évaluation mondiale, compte tenu de la nécessité d'une participation active des pays en développement<sup>1</sup>.

21. La COI considérait qu'il ressortait des débats au Conseil exécutif de la COI et du processus consultatif du Programme de comparaison internationale que les États membres étaient unanimes à reconnaître qu'une application efficace de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et des conventions sur l'environnement, – dont l'Évaluation mondiale était un élément essentiel si l'on veut améliorer la gestion – exigeait une coopération étroite avec l'ensemble des organismes des Nations Unies et une intégration des connaissances spécialisées et de l'expérience inestimable acquises par les institutions spécialisées. À cet égard, la COI a appelé l'attention sur certaines des recommandations adoptées à la Réunion de Brême : a) l'opération d'Évaluation mondiale ne pourra être rentable, efficace et durable qu'avec une configuration hiérarchisée en matière d'organisation, de méthodologie et de procédures s'appuyant sur les ressources d'évaluation disponibles chaque fois que possible et b) l'Évaluation mondiale devrait avoir une connexion avec les gouvernements, les organes régionaux, les milieux scientifiques et les parties prenantes. La COI a également souligné les dispositions d'ordre institutionnel à envisager pour l'Évaluation mondiale à savoir : l'implication de tous les organismes compétents des Nations Unies; un mécanisme mondial de coordination relevant de la COI, du PNUE ou du GESAMP qui pourraient accueillir un secrétariat minimum; et l'utilisation et, le cas échéant, le renforcement des mécanismes régionaux.

22. La COI savait que l'Assemblée générale des Nations Unies comptait jouer un rôle direct dans l'évaluation, ce qui est conforme à son rôle traditionnel dans les questions ayant trait à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et à la gestion des océans. C'est donc à elle que devait être adressé le rapport de l'Évaluation mondiale et le processus devait être approuvé dès le début à une

réunion intergouvernementale de haut niveau. Enfin, l'Évaluation mondiale pourrait favoriser des innovations majeures d'ordre institutionnel propres à améliorer les modalités actuelles de gestion de l'océan.

#### **4. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)**

23. L'ONUDI s'est déclaré favorable à la création, sous l'égide des Nations Unies, de l'Évaluation mondiale qui porterait aussi sur les aspects socioéconomiques. Depuis 1990, l'ONUDI fournit activement une assistance scientifique et technique aux pays côtiers en développement en vue de contribuer aux efforts visant à pérenniser les ressources marines. Ouvrant avec le Fonds pour l'environnement mondial et d'autres agents d'exécution des Nations Unies, l'ONUDI donne des conseils et contribue au renforcement des capacités dans des domaines tels que la régénération des écosystèmes côtiers et marins dans le cadre du développement durable, en centrant la transformation intégrée sur la notion de Grand écosystème marin et des bassins d'eau douce qui s'y déversent. L'ONUDI appuie les travaux du GESAMP et cherchera à participer activement dans les groupes de travail chaque fois qu'elle pourra apporter, en plus de sa contribution scientifique et technique, des avis intéressants sur les aspects socioéconomiques.

#### **5. Organisation mondiale de la santé (OMS)**

24. L'OMS était consciente de l'importance des environnements marins et côtiers pour les institutions sanitaires. Elle était convaincue de la valeur d'une « coopération interinstitutions », notamment dans des domaines tels que l'environnement marin, qui intéressent de nombreux secteurs et diverses parties prenantes. Elle se félicitait donc de l'initiative d'instituer une Évaluation mondiale. Elle a noté que des activités utiles étaient menées dans le cadre de l'Atlas des océans des Nations Unies, du GESAMP et des activités du Programme des mers régionales. Il serait important de prendre en compte et d'intégrer d'autres initiatives en définissant les modalités de l'Évaluation mondiale, lesquelles devaient être simples et efficaces et viser à éviter des doubles emplois et à tirer parti des points forts de chaque partenaire. Sous réserve de la mise en place des modalités appropriées et d'un plan de travail convenu, l'OMS participerait, dans les limites de ses ressources, à l'Évaluation mondiale par exemple en faisant rapport sur les déversements d'eau usées dans l'environnement marin au niveau mondial.

#### **6. Organisation météorologique mondiale (OMM)**

25. L'OMM s'est déclarée favorable à la mise en place d'un processus d'Évaluation mondiale et y participerait par le biais de ses programmes et des organes et systèmes d'observation interinstitutions, comme le Système mondial d'observation des océans, et aussi par le biais de la Veille de l'atmosphère mondiale dans les domaines ayant trait aux apports de polluants par l'atmosphère et aux effets de la modification du climat de la planète et des autres processus atmosphériques ayant trait à l'environnement marin. L'OMM a réaffirmé son soutien à l'organe consultatif scientifique pluridisciplinaire du GESAMP, qui devrait être à son avis le comité scientifique essentiel de l'Évaluation mondiale.

## **7. Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)**

26. L'AIEA a fait observer qu'elle avait décidé d'appuyer les travaux d'évaluation mondiale de l'état de l'environnement marin en mettant des spécialistes à la disposition du GESAMP qui procédait périodiquement à des évaluations indépendantes du milieu marin. Le mécanisme du GESAMP lui paraissait satisfaisant en ce que ses évaluations approfondies concernant par exemple l'utilisation croissante, en océanographie, des isotopes naturels et artificiels apportaient à l'AIEA un avis scientifique autorisé, qui l'aidait à assurer la protection et l'exploitation durable du milieu marin.

27. L'AIEA estimait donc qu'il y avait lieu de renforcer et d'utiliser de façon plus efficace les mécanismes existants et le cadre établi, comme le GESAMP, pour gérer le processus ordinaire de l'Évaluation mondiale. Le GESAMP s'était prêté à un examen d'évaluation appuyé par l'AIEA, qui avait débouché sur un plan stratégique pouvant servir de feuille de route pour un mécanisme renforcé plus efficace. L'AIEA appuyait ce plan stratégique et, pour marquer l'importance qu'elle y attachait, elle avait proposé d'accueillir le bureau autofinancé du GESAMP à son laboratoire d'études du milieu marin, à Monaco. Il lui paraissait approprié qu'une nouvelle initiative du GESAMP ou d'un organisme successeur des Nations Unies qui serait chargé de l'Évaluation mondiale soit installé au seul laboratoire d'études de l'environnement marin des Nations Unies. L'AIEA tenait à ce que l'Évaluation mondiale s'appuie sur les mécanismes, les structures et les connaissances spécialisées disponibles et qu'elle soit encore renforcée par une plus grande collaboration entre organismes des Nations Unies, ce qui était particulièrement important alors que les organismes des Nations Unies étaient soumis à de fortes contraintes financières. L'AIEA estimait qu'il serait redondant et vain de créer un mécanisme ou organe entièrement nouveau sans tirer parti des efforts en cours qui ont permis d'obtenir des évaluations très fines de l'environnement marin.

## **8. Bureau hydrographique international (BHI)**

28. Le BHI reconnaissait que la mise en place de processus de l'Évaluation mondiale serait une tâche ardue. Il était résolu cependant à y contribuer dans son domaine de compétence, faisant observer que la collecte et la tenue à jour des données hydrographiques constituaient un élément essentiel de toute évaluation de l'environnement marin. Une étude hydrographique effectuée selon les normes bien définies formulées par le BHI permet d'avoir un cadre géospatial reproductible, qui peut servir de référence à toutes les autres activités de collecte et d'évaluation. De plus, bien souvent, les mesures nécessaires pour les travaux hydrographiques sont directement liées à d'autres aspects du milieu marin tels que l'habitat ou les ressources. Une appréciation des cartes marines en termes de portée géographique et de précision par rapport à l'utilisation envisagée est un bon indicateur de la « santé » marine d'un État côtier. L'existence de cartes marines récentes contribue à la sécurité de la navigation, favorise des échanges commerciaux et encourage les loisirs et le tourisme. À cet égard, le BHI était d'avis que des évaluations périodiques de l'infrastructure des enseignements sur la sécurité maritime d'une région, de ses données hydrographiques et l'existence d'informations et de services nautiques à jour contribuaient pour beaucoup à la bonne gestion de son environnement marin.

## **D. Le mécanisme interinstitutions : GESAMP**

29. Dans sa contribution, le GESAMP a noté qu'il était le seul groupe interinstitutions qui depuis longtemps donne des conseils sur l'évaluation et la protection de l'environnement marin aux organismes des Nations Unies et bénéficie de leur soutien et qui a une vaste expérience de l'évaluation de l'environnement marin, ce qui est essentiel pour sa mission. Il est donc idéalement bien placé pour jouer un rôle important dans le processus d'évaluation.

30. Le GESAMP reconnaît qu'il est essentiel pour une bonne évaluation d'être crédible, structurée et justifiée et il a rédigé un plan stratégique pour réorganiser sa structure, ses méthodes de travail et ses activités afin de tirer parti des qualités qui lui sont propres dans ces domaines. Sa stratégie comporte notamment les éléments suivants : a) les gouvernements, les organisations régionales, les organes scientifiques et d'autres groupes, ainsi que parmi les organismes de financement nomment des experts à un réservoir du GESAMP; b) ces différents groupes peuvent parrainer et proposer des projets du GESAMP; c) tous les experts de ce réservoir peuvent participer aux activités du GESAMP; d) des consultations ont lieu régulièrement avec les utilisateurs sur la conception et l'exécution des activités du GESAMP; e) des mesures sont prises pour assurer la convivialité et la transparence des procédures d'établissement de rapports du GESAMP; et f) il existe une séparation entre les processus consultatifs sur le plan scientifique et en matière de politiques selon une démarche qui reprend la démarche « à deux niveaux » décrite au paragraphe 57 du rapport de l'atelier de Brême sur l'évaluation mondiale<sup>k</sup>. Le GESAMP a souscrit à la démarche en trois étapes approuvée à la réunion de Brême<sup>l</sup>. Il avait cependant mis au point un diagramme logique modifié qui indiquait à son avis comment optimiser la participation du GESAMP et lui permettre de formuler des suggestions pour l'expansion future du processus (voir annexe III : les ovales indiquent les contributions potentielles du GESAMP).

31. Le GESAMP s'estime particulièrement bien placé pour prendre la direction du Groupe scientifique mondial pour l'Évaluation mondiale. Ce groupe devrait à son avis s'attacher à définir les aspects scientifiques de l'évaluation dans la phase I. À cette fin, il est essentiel que le processus mondial commence par de vastes consultations avec les parties prenantes, avec la participation notamment des scientifiques actifs dans les évaluations nationales et régionales de la phase II, de manière à s'assurer que les questions abordées dans le processus et les indicateurs utilisés présentent un intérêt aux niveaux régional et national et que les objectifs de l'Évaluation mondiale soient conçus de façon réaliste. Dans la phase III, le Groupe scientifique mondial produirait une évaluation scientifique mondiale qui serait la synthèse des évaluations scientifiques régionales et qui, avec les examens de politique régionale, devrait alimenter l'examen mondial des politiques et non pas l'inverse.

32. Le GESAMP peut faire appel à ses spécialistes non seulement pour le Comité scientifique mondial mais aussi pour des connaissances spécialisées sur telle ou telle question sectorielle ou technique. Il continue de conseiller des organismes des Nations Unies sur ces questions, plusieurs groupes de travail étant actifs en ce moment. Cette aptitude à procéder à des évaluations thématiques approfondies devrait être utile dans le processus de l'Évaluation mondiale. Pour le GESAMP, le rôle du Comité scientifique mondial s'insérerait dans un processus plus vaste. Outre qu'il pourrait prendre la direction du Comité scientifique mondial dans les phases I

et III, le GESAMP considère qu'il devrait également participer à d'autres niveaux de l'évaluation mondiale de manière à être dûment relié au processus dans son ensemble.

33. Ses connaissances spécialisées ne sont guère utiles cependant pour un rôle de direction dans la phase II portant sur les évaluations régionales, le renforcement des capacités et l'analyse politique. Pour ces éléments, le GESAMP serait mieux placé pour jouer un rôle d'appui – fournir des informations, des éclaircissements, des conseils et d'autres apports selon que de besoin – et chercherait à s'assurer la coopération d'autres mécanismes. Dans les évaluations régionales par exemple le GESAMP pourrait appuyer des mécanismes tels que l'Évaluation mondiale intégrée des eaux internationales, Green Earth Organization, l'Évaluation du Millénaire portant sur l'écosystème, les organisations des mers sectorielles et régionales et d'autres organes et mécanismes spécialisés dans les évaluations régionales.

34. Fort de son expérience des évaluations mondiales, le GESAMP estime que l'Évaluation mondiale ferait inévitablement apparaître des contradictions, des lacunes et d'autres insuffisances des évaluations régionales par rapport aux objectifs d'une évaluation mondiale mais que ce type de processus périodique était la meilleure manière de résoudre ces problèmes. L'une des caractéristiques les plus importantes de l'Évaluation mondiale est son caractère périodique ou cyclique. Il serait essentiel d'introduire à chaque fin de cycle une nouvelle caractéristique : examen du processus continu avec boucles d'asservissement entre les niveaux régional et mondial et à l'intérieur de chaque niveau. Ce serait l'élément le plus important du processus pour ce qui est de renforcer les capacités nationales, régionales et mondiales en vue d'une meilleure gestion des océans. Le GESAMP pourrait, avec les autres partenaires de l'Évaluation mondiale, contribuer à ce processus d'examen.

35. Le GESAMP a estimé à cinq ans environ la périodicité du cycle complet du processus de l'Évaluation mondiale. La composante évaluation scientifique de chaque cycle, c'est-à-dire la partie allant de la conception mondiale à l'évaluation mondiale (voir annexe III) devrait, dans des conditions optimales, prendre deux ans mais il faudra probablement compter trois ans environ pour le premier cycle. Les autres composantes, notamment l'examen du processus, le renforcement des capacités et les évaluations thématiques d'appui qui pourraient être nécessaires, devraient être continues.

36. Il faudrait manifestement faire intervenir le mécanisme mondial de coordination, décrit à l'annexe IX du rapport de l'atelier de Brême<sup>m</sup>. Ce rôle pourrait être assumé par les organes des Nations Unies ayant des responsabilités se rapportant à l'environnement marin dans le cadre de la coopération interinstitutions existante mais le GESAMP estimait que ce rôle ne lui convenait pas mais que son rôle scientifique devait être étroitement lié au mécanisme mondial de coordination. Les organisations qui financent le GESAMP prennent déjà des mesures concrètes pour mettre en place un bureau central du GESAMP, ainsi que le prévoit le projet de plan stratégique. Ce bureau pourrait offrir un mécanisme approprié pour ce qui est d'appuyer le rôle scientifique du GESAMP au sein du processus d'évaluation et de relier les éléments scientifiques au mécanisme de coordination mondial.

## **E. Secrétariats des Conventions<sup>n</sup>**

### **1. Convention sur la diversité biologique**

37. Le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique a exprimé son appui à l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin. Comme tous ceux qui ont répondu, il a tenu à souligner la nécessité de créer des synergies avec d'autres évaluations en cours se rapportant au même domaine, telles que l'Évaluation mondiale intégrée des eaux internationales et l'évaluation menée dans le cadre de la Déclaration du Millénaire. Pour répondre aux besoins de la Convention en matière d'évaluation, l'Évaluation mondiale devrait comporter une évaluation de la diversité biologique au niveau des écosystèmes, des espèces et des génotypes. Une évaluation périodique pourrait également fournir des données précieuses sur la progression vers une réduction significative de l'appauvrissement de la biodiversité d'ici à 2010, conformément au Plan stratégique de la Convention<sup>o</sup> et au Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable. Les informations ainsi obtenues pourraient ensuite être utilisées sous diverses présentations adaptées aux besoins particuliers de différentes catégories de public aux niveaux national, régional et mondial.

38. Pour la mesure des progrès, on obtiendrait les meilleurs résultats en adoptant une méthode fondée sur l'utilisation d'indicateurs, qui pourrait former au moins l'une des composantes de l'Évaluation mondiale. À cet égard, il conviendrait d'établir un rapprochement avec les travaux actuels du Secrétariat sur les indicateurs. Une fois ces éléments intégrés à l'Évaluation mondiale, celle-ci pourrait fournir au secrétariat des informations importantes concernant l'incidence de l'application du programme de travail de la Convention sur la diversité biologique marine et côtière.

### **2. Convention de Londres de 1972 (Organisation maritime internationale)**

39. Le secrétariat de la Convention de Londres a exprimé son appui au processus de l'Évaluation mondiale et indiqué que sa longue expérience lui avait permis de rassembler une quantité importante d'informations, sous forme de principes directeurs, de rapports d'évaluation et de suivi, etc., qui pouvait être compilée et transmise à n'importe quel mécanisme de coordination établi dans le cadre de l'Évaluation mondiale. Dans son document de travail sur l'Évaluation mondiale<sup>p</sup>, il a noté que, sur les 188 évaluations examinées dans le cadre de l'enquête PNUE/Centre mondial de surveillance pour la conservation, une seule concernait une activité de l'Organisation maritime internationale (OMI), à savoir le programme GloBallast. Compte tenu de l'objet de l'Évaluation mondiale et des lacunes restant à combler, tant thématiques que géographiques, la contribution du secrétariat de la Convention de Londres pourrait être un examen des « Directives pour l'évaluation des huit déchets et autres matières pouvant être immergés » fondé sur les critères du PNUE/Centre mondial de surveillance pour la conservation : géographie, périodicité, rentabilité, légitimité, crédibilité, durabilité et spécificité.

### **3. Convention de Ramsar**

40. Le secrétariat de la Convention de Ramsar a approuvé la création de l'Évaluation mondiale et a souligné la nécessité d'aider les parties à mener à bien l'évaluation et la notification de la situation et de l'évolution des océans et des

zones côtières, en particulier les zones humides marines côtières. D'après la Convention, ces zones comprennent les catégories suivantes : eaux océaniques peu profondes permanentes, récifs coralliens, littoraux rocheux, eau estuariennes, lagons d'eau douce littoraux, systèmes hydrologiques souterrains, etc. Le secrétariat a estimé que l'utilisation de systèmes d'information géographique simples devait être encouragée pour la comparaison des données historiques sur l'appauvrissement, le morcellement, la régénération des habitats, etc.

41. Le secrétariat de la Convention Ramsar a insisté sur le fait que, si l'on veut que l'Évaluation mondiale atteigne ses objectifs, la solution la plus réaliste serait de définir une série initiale d'indicateurs essentiels pouvant être surveillés sans difficultés particulières et à des coûts raisonnables aux niveaux national et régional. Il devrait s'agir d'indicateurs convenus par les États et les organismes afin que les tendances soient également mesurables. Quant à sa contribution au processus de l'Évaluation mondiale, le secrétariat a signalé qu'il pourrait mener une étude sur les changements des caractéristiques écologiques, fondée sur des données provenant des parties à la Convention et fournir les informations écologiques et socioéconomiques sur tous les sites Ramsar qui sont contenues dans la base de données Ramsar.

42. L'offre du secrétariat de mettre à disposition son réseau de chercheurs par l'intermédiaire de son groupe d'étude scientifique et technique, qui regroupe des représentants de toutes les régions géographiques et possède une gamme très large de compétences, est particulièrement importante. Le Groupe s'emploie actuellement à élaborer une série d'indicateurs relatifs aux zones humides marines et côtières qui sera diffusée pour permettre à un public plus large de les consulter. À ce sujet, le secrétariat a estimé qu'il faudrait étudier la possibilité d'une coopération et d'échanges de vues entre le Groupe d'étude scientifique et technique et le GESAMP. Il a exprimé son soutien à l'établissement d'un nouveau GESAMP et a offert d'en devenir un partenaire actif dans les limites de ses moyens financiers.

43. Enfin, en ce qui concerne le renforcement des capacités, le secrétariat s'emploierait à inclure une formation et des informations relatives au processus de l'Évaluation mondiale dans tous ses programmes de formation, ou suggérerait à ses partenaires, tels que l'Union mondiale pour la nature, le Fonds mondial pour la nature et le Bureau international de recherches sur les oiseaux d'eau, d'offrir une formation en utilisant leurs propres ressources.

## **F. Organismes intergouvernementaux mondiaux n'appartenant pas au système des Nations Unies<sup>q</sup>**

### **Organisation de coopération et de développement économiques**

44. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a expliqué qu'elle procédait à des évaluations des activités des pays membres dans plusieurs domaines relatifs à la mer (protection du milieu marin contre la pollution, gestion des ressources biologiques marines, etc.). Pour ce faire, elle se fondait sur les évaluations régionales existantes (par exemple, les données provenant des administrations de contrôle portuaire, des organisations régionales de gestion des pêches, de programmes relatifs aux mers régionales), et les données fournies par ses pays membres. Ces évaluations prenaient systématiquement en compte les aspects écologiques, économiques et sociaux des différentes questions (notamment la contribution au produit intérieur brut, à l'emploi et au développement régional).

L'OCDE a souligné que la pêche était une activité socioéconomique essentielle de nombreuses communautés côtières, surtout dans le pays en développement. La pêche étant fortement tributaire de l'état du milieu marin, un mécanisme de notification à l'échelle mondiale qui couvrirait également les aspects socioéconomiques serait le bienvenu. De nombreux pays membres de l'OCDE ne disposaient pas d'un système de collecte de données qui soit assez complet et détaillé pour couvrir les aspects socioéconomiques du secteur de la pêche. Dans un premier temps, il faudrait faire en sorte que tous les pays, aussi bien les pays développés que les pays en développement, disposent de capacités suffisantes pour la notification de données socioéconomiques et, pour commencer, convenir de normes et de données communes aux fins de la notification. Il conviendrait de tenir compte des travaux menés par la FAO et l'OCDE dans le cadre de leur participation au Groupe de travail de coordination pour les statistiques de pêche dans l'Atlantique.

## **G. Organismes intergouvernementaux régionaux<sup>r</sup>**

### **1. Union européenne**

45. L'Union européenne a réaffirmé qu'elle s'était engagée, au Sommet mondial pour le développement durable et afin d'appliquer les dispositions de la résolution 57/141 de l'Assemblée générale, à procéder périodiquement à la notification et à l'évaluation à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, en se fondant sur les évaluations régionales existantes. En outre, une communication de 2002, adressée par la Commission européenne au Conseil européen et au Parlement européen et intitulée « Vers une stratégie pour la protection et la conservation du milieu marin », précisait que la Commission prendrait les dispositions voulues pour participer activement à un processus lancé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en vue de mettre en place un processus régulier d'évaluation de l'état du milieu marin<sup>s</sup> à l'échelle mondiale. L'Union européenne a exprimé son soutien au processus de l'Évaluation mondiale, étant entièrement résolue à intégrer les questions d'environnement à toutes ses politiques pertinentes, conformément aux Conclusions de la présidence du Conseil européen des 20 et 21 mars 2003.

46. L'Union européenne a estimé que le PNUE devait jouer un rôle moteur dans ce processus, en coopération avec d'autres organismes compétents appartenant ou non au système des Nations Unies. Elle a souligné que les activités de surveillance et d'évaluation du PNUE, portant notamment sur les programmes des mers régionales et sur d'autres accords relatifs aux mers régionales, constituaient sans aucun doute l'un de ses points forts. Elle a insisté sur le fait qu'il n'y avait pas lieu de créer de nouvelles structures là où il en existait déjà et que la participation des parties prenantes régionales et sous-régionales compétentes était essentielle. En conséquence, la Commission européenne mettait au point son propre processus intégré d'évaluation de l'état du milieu marin afin de faciliter l'application de la stratégie marine européenne.

### **2. Agence européenne pour l'environnement**

47. L'Agence européenne pour l'environnement (AEE) a indiqué qu'elle avait participé au débat relatif aux étapes initiales de l'Évaluation mondiale lors de la



réunion de Brême, au cours de laquelle elle avait appelé l'attention sur différentes formes que pourraient prendre les évaluations, allant des analyses scientifiques détaillées et volumineuses aux rapports succincts et facilement compréhensibles. L'AEE a fait valoir que les données disponibles et les capacités techniques variaient largement d'une région à l'autre. Néanmoins, l'Europe disposait de données en quantités considérables et il y serait relativement facile de fournir les données requises pour un processus de notification relatif au milieu marin. L'AEE, en coopération avec les organisations régionales de gestion des pêches, mettait au point, en particulier, un ensemble d'indicateurs écologiques de base couvrant les aspects environnementaux et socioéconomiques liés à la pêche. Elle offrait les résultats de ses travaux de collecte de données et d'évaluation pour qu'ils soient utilisés dans le processus d'évaluation mondiale. Elle a signalé que le rapport récent sur l'état et les perspectives de l'environnement en Europe couvrait le milieu et les écosystème marins<sup>t</sup>.

48. L'AEE a suggéré que l'on essaie de mener une évaluation mondiale tous les cinq ans, sur un thème à chaque fois différent et avec une couverture mondiale. Elle était en mesure de fournir des données de bonne qualité et harmonisées, différentes des données produites de façon ponctuelle pour la recherche, mais portant uniquement sur les régions côtières. Quant aux eaux de la haute mer et à l'environnement des grands fonds marin, le GESAMP pourrait être l'organisme le mieux placé pour en faire l'évaluation, avec d'autres institutions scientifiques.

### **3. Baltique 21**

49. Dans sa contribution, le programme Baltique 21 a fait valoir qu'il menait des activités exhaustives de notification et d'évaluation relatives au développement durable dans la région de la mer Baltique. Pour éviter des chevauchements d'activités, il s'appuyait en partie sur les travaux d'autres organismes internationaux, dont certains sont des membres du programme lui-même, les principaux étant la Commission pour la protection de l'environnement marin de la mer Baltique (Commission d'Helsinki) et la Commission internationale des pêcheries dans la mer Baltique, qui sont des organismes intergouvernementaux spécialisés ayant des activités dans la région de la mer Baltique et s'occupant du milieu marin.

## **H. Organisations régionales de gestion des pêches<sup>u</sup>**

### **1. Commission interaméricaine du thon tropical**

50. La Commission interaméricaine du thon tropical a indiqué, au sujet des stocks de poissons, que la FAO et les organes régionaux chargés des fonds de pêche s'employaient à mettre en place l'Observatoire des ressources halieutiques, qui établirait un rapport exhaustif sur l'état des stocks de poissons. Par conséquent, elle était d'avis que ce réseau devrait servir de base à la notification à l'échelle mondiale sur les stocks. Puisque d'autres organisations régionales de gestion des pêches recueillaient des informations similaires, la notification d'informations non recueillies par l'Observatoire des ressources halieutiques pourrait se faire par communication directe avec ces organisations.

## **2. Commission des poissons anadromes du Pacifique Nord**

51. La Commission des poissons anadromes du Pacifique Nord a rappelé que son objectif était de promouvoir la conservation des stocks de poissons anadromes (saumon du Pacifique) dans la haute mer de l'océan Pacifique Nord, dans le cadre de la Convention pour la conservation des stocks de poissons anadromes de l'océan Pacifique Nord. Par conséquent, elle procédait à des évaluations de la situation du saumon du Pacifique, qui pourraient constituer une contribution à l'Évaluation mondiale.

## **I. Organisations non gouvernementales**

### **1. Census of Marine Life**

52. Le Census of Marine Life (Inventaire des ressources biologiques de la mer) avait reconnu la nécessité et la faisabilité d'une comptabilisation mondiale des ressources biologiques des océans en 1997. Il avait participé aux réunions de Reykjavik et de Brême et était le rédacteur chargé des ressources biologiques pour l'Atlas des océans de l'Organisation des Nations Unies. Son objectif était de dresser un inventaire complet et accessible de la biodiversité des océans d'ici à 2010. Il a suggéré que son rapport et les méthodes utilisées pour l'établir soient pris comme référence et modèle pour de futures évaluations, et a indiqué que son système d'information biogéographique sur les océans serait une contribution permanente. Il souhaitait donner à son programme actuel la plus grande incidence possible en apportant son concours à d'autres évaluations de l'état du milieu marin.

### **2. Institut international de l'océan**

53. L'Institut international de l'océan a indiqué qu'il pouvait établir les rapports de l'Évaluation mondiale destinés à l'Assemblée générale et à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, à un coût réduit et avec une certaine indépendance, car ces rapports contiendraient de nombreuses informations et vues dont il serait difficile à l'Organisation des Nations Unies de rendre compte, étant donné ses limitations actuelles. L'Institut a proposé d'entrer en contact avec des institutions clefs et des experts choisis en vue d'élaborer un plan de travail et des thèmes, des projets de budget et un mécanisme de financement.

### **3. Projet de vérification des récifs coralliens**

54. Le projet de vérification des récifs coralliens a indiqué qu'il était le principal partenaire du Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens et de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens, ainsi que le seul organisme normatif mondial en matière de vérification des récifs coralliens, et que ses données étaient accessibles à tous ses partenaires. Il s'employait actuellement à créer sur le Web un système de conseils spécialisés qui permettrait aux équipes de chercheurs d'obtenir des réactions instantanées aux conclusions de leurs analyses. Il collabore étroitement depuis longtemps avec le PNUE et le PNUD dans des activités de vérification des récifs coralliens, de formation et de gestion scientifique. Son rapport le plus récent, intitulé « The Global Coral Reef Crisis – Trends and Solutions: 1997-2001 » était le résultat de cinq ans de collecte de données<sup>v</sup>.

#### 4. Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources

55. L'Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources – Union mondiale pour la nature – a fait valoir que l'Évaluation mondiale devrait couvrir tous les domaines définis lors de l'atelier de Reykjavik, à savoir les écosystèmes marins et côtiers et les estuaires associés, y compris les dépôts provenant des bassins hydrographiques et de l'atmosphère. L'Union mondiale pour la nature serait favorable à une approche écosystématique générale et à une approche conservatoire. Quant aux modalités précises, elle a reconnu que la première étape devrait être la conception à l'échelle mondiale du processus de l'Évaluation. Il était important d'établir une distinction claire entre les études scientifiques et les évaluations plus larges, axées sur les politiques générales, et l'élaboration de recommandations. Le champ d'application et les modalités de tout plan relevant de l'Évaluation mondiale devraient prévoir explicitement des évaluations des aspects socioéconomiques de l'état du milieu marin. Ainsi, les rapports régionaux devraient inclure des données et informations socioéconomiques relatives à la détérioration du milieu marin et ses implications pour les conditions régionales, et des éléments susceptibles d'améliorer ces conditions pourraient être proposés dans le schéma mondial. Pour poursuivre la mise au point du processus de l'Évaluation mondiale, il conviendrait de faire une synthèse des évaluations régionales portant sur l'efficacité des mesures techniques et des décisions de politique générale qui auront été prises. L'Union mondiale pour la nature a souligné que le renforcement des capacités nationales et régionales était déterminant pour la réalisation de l'Évaluation mondiale. Elle était d'avis que les procédures régionales et mondiales d'information en retour prévues dans le cadre de l'Évaluation mondiale, le renforcement des liens entre les experts et les parties prenantes aux niveaux régional et mondial et les rapports qui seraient établis dans le cadre de l'Évaluation mondiale favoriseraient le renforcement des capacités aux niveaux national et régional. Toutefois, elle estimait indispensable qu'un financement soit prévu pour couvrir les frais de participation des experts des pays en développement, en particulier lorsque le processus atteindrait le stade des activités à l'échelle mondiale et exigerait une participation des groupes de travail spécialisés. L'Union mondiale pour la nature était favorable à l'élargissement de la participation à l'Évaluation mondiale ainsi que des partenariats. Pour conclure, elle a souligné que la diversité des personnes, des instituts et des organismes participant à la collecte et à l'évaluation des données risquait de rendre plus complexe la coordination de l'appui au processus de l'Évaluation mondiale. Le nouveau GESAMP pourrait servir de centre de liaison et de coordination interinstitutions pour l'évaluation scientifique et constituer l'un des éléments d'une nouvelle structure centrale qui coordonnerait le rapport d'évaluation mené dans un cadre plus large et aboutissant à l'élaboration de politiques générales.

## Notes

<sup>a</sup> Rapports et études du GESAMP No 70, 2001.

<sup>b</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément No 25 (A/58/25)*, annexe.

<sup>c</sup> Voir *ibid.*, cinquante-sixième session, Supplément No 25 (A/56/25), annexe.

<sup>d</sup> *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1), chap. I, résolution 2, annexe.

<sup>e</sup> Voir le site Web du PNUE concernant l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin : [www.unep.org/DEWA/water/MarineAssessment](http://www.unep.org/DEWA/water/MarineAssessment).

<sup>f</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément No 25 (A/58/25)*, annexe.

<sup>g</sup> La Banque mondiale a manifesté son intérêt mais n'avait pas de proposition à formuler quant aux modalités de l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin.

<sup>h</sup> Le GESAMP a publié cinq grands rapports ayant trait à l'état de l'environnement marin à savoir : 1) en 1982 « The Review of the Health of the Oceans », Rapports et études du GESAMP No 15; 2) en 1990 « The State of the Marine Environment », rapports et études du GESAMP No 39; 3) en 1994 « Guidelines for Environmental Assessment », Rapports et études du GESAMP No 54; 4) en 2001 « A Sea of Troubles », Rapports et études du GESAMP No 70; et 5) en 2001 « Protecting the Oceans from Land-Based Sources and Activities Affecting the Quality and Uses of the Marine, Coastal and Associated Freshwater Environment », Rapports et études du GESAMP No 71.

<sup>i</sup> Pour plus de détails sur la contribution de l'OMI, voir la contribution de la Convention de Londres (1972, annexe III.E).

<sup>j</sup> Résolution XXII-II de l'Assemblée de la COI.

<sup>k</sup> Voir note 15.

<sup>l</sup> Voir annexe IX : un nouveau modèle proposé par les gouvernements, les institutions et les organisations au niveau national (document UNEP/GC.22/2/Add.5 du 19 novembre 2002) peut être consulté sur le site Web du PNUE.

<sup>m</sup> *Ibid.*

<sup>n</sup> Dans sa contribution, le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou par la désertification, en particulier en Afrique, a indiqué que son expérience en matière d'établissement de rapports et de communication d'informations pourrait être utile pour l'établissement des rapports de l'Évaluation mondiale.

<sup>o</sup> Annexe à la décision VI/26, adoptée par la Conférence des Parties à sa sixième réunion ordinaire (avril 2002).

<sup>p</sup> « Possible contribution of the London Convention to the GMA process » (LC/SG 26/WP.3).

<sup>q</sup> Le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, l'Agence internationale pour le développement de l'information environnementale et le Secrétariat du Commonwealth ont manifesté leur intérêt pour l'Évaluation mondiale mais n'ont fait aucune proposition concernant ses modalités.

<sup>r</sup> Tout en faisant part de son intérêt pour l'Évaluation mondiale, le Conseil de l'Europe a expliqué que les activités d'évaluation périodiques relevaient de la compétence de l'Agence européenne pour l'environnement.

<sup>s</sup> Commission des communautés européennes, document COM (2002), 539, Action 23, par. 84.

<sup>t</sup> Le prochain Rapport sur l'état de l'environnement sera publié en 2005 et paraîtra sur le site Web de l'AEE; pour les zones côtières et les mers <[http://themes.eea.eu.int/Specific\\_areas/](http://themes.eea.eu.int/Specific_areas/)>

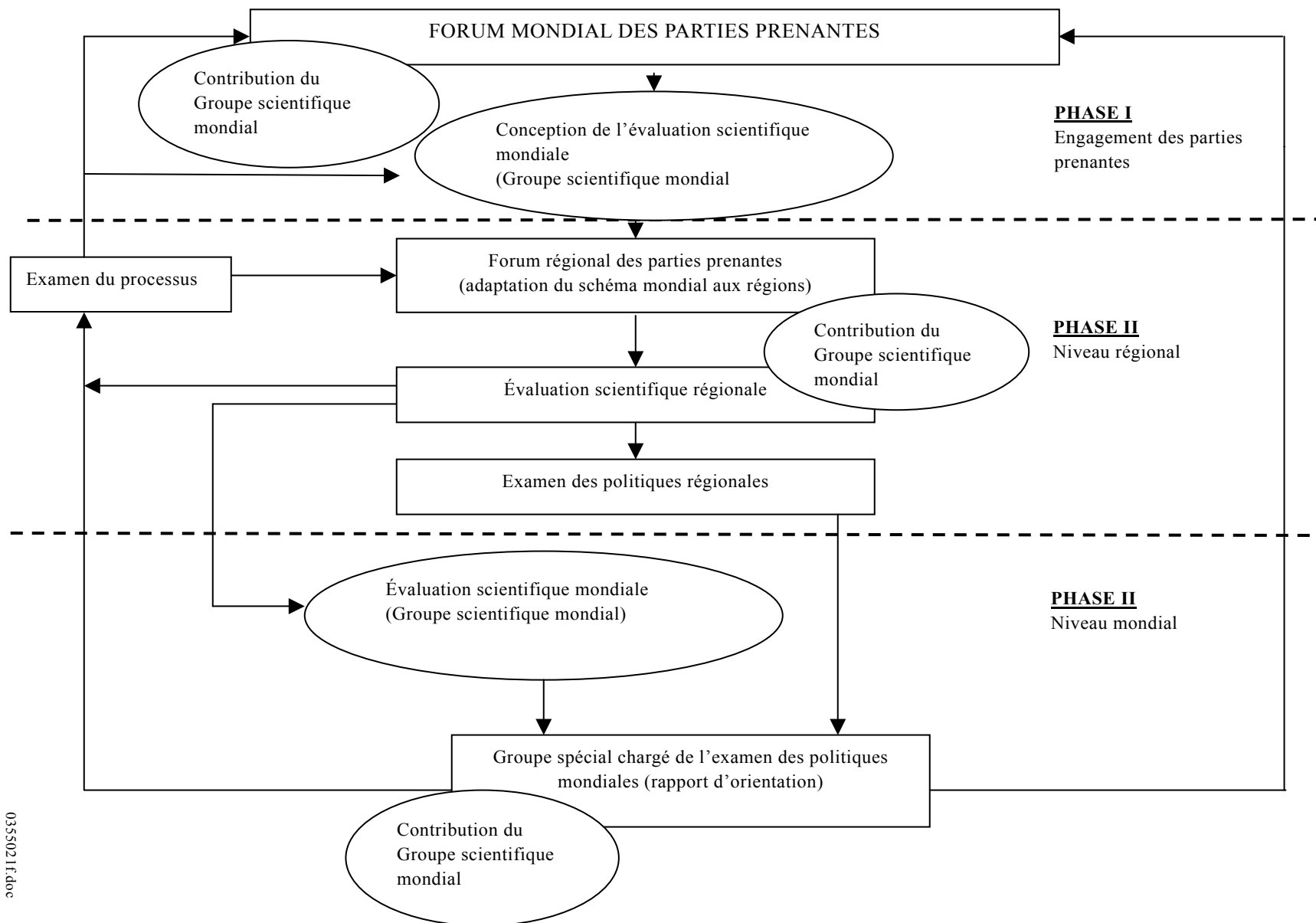
---

coast\_sea/reports>; pour la pêche : <[http://themes.eea.eu.int/Sectors\\_and\\_activities/fishery/reports/indicators](http://themes.eea.eu.int/Sectors_and_activities/fishery/reports/indicators)>.

<sup>u</sup> La Commission pour la conservation du thon rouge du Sud, la Commission baleinière internationale et la Commission des pêches de l'Atlantique Nord-Est n'ont fait aucune proposition concernant les modalités de l'Évaluation mondiale.

<sup>v</sup> On trouvera le résumé du rapport sur le site Web du Projet de vérification des récifs coralliens : <[www.reefcheck.org/reexecsumm.pdf](http://www.reefcheck.org/reexecsumm.pdf)>.

## Proposition du GESAMP pour le processus de l'Évaluation mondiale de l'état du milieu marin



## Annexe IV

### Approche du partenariat modulaire concernant l'Évaluation mondiale du PNUE

